

N° 127 – 3ème trim. 2006
Septembre 2006

Sommaire

	Page
Synthèse	3
1. L'évolution monétaire et financière	
1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière	4
1.1.1 Ensemble des actifs financiers	4
1.1.2 Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte	8
1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures	10
1.1.4 Actifs financiers par agent économique	11
1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
1.2.1 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place	14
1.2.2 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission	18
1.2.3 Concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission	22
1.3 La masse monétaire et ses contreparties	26
1.3.1 Les composantes de la masse monétaire	26
1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire	27
1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit locaux	28
1.4.1 Le financement des crédits bancaires	28
1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée	30
2. Rappels des taux	
2.1 Taux administrés	32
2.1.1 Taux d'intérêt légal	32
2.1.2 Taux d'intervention de l'IEOM	32
2.2 Taux du marché	32
2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire	32
2.2.2 Taux de base bancaire de la Polynésie Française	33
2.3 Taux de l'usure	33
2.3.1 Crédits aux particuliers	33
2.3.2 Crédits aux personnes morales et aux personnes physiques	34
2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit	34
2.4.1 Coût du crédit aux particuliers	34
2.4.2 Coût du crédit aux entreprises	35
3. Autres activités de l'IEOM	
3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire	38
3.1.1 L'émission de billets CFP	38
3.1.2 L'émission de pièces CFP	39
3.2 Les systèmes d'échanges	40
3.3 Le refinancement	41

Remarque liminaire

L'examen de la situation financière est centré sur l'analyse de l'ensemble des dépôts et des crédits enregistrés par les établissements de crédit et l'OPT pour le compte des divers agents non financiers (particuliers, entrepreneurs individuels, sociétés non financières, autres agents économiques et clientèle diverse).

Synthèse

Remarque : Depuis avril 2006, une mise en application plus stricte des textes réglementaires comptables en vigueur, rendue possible par des logiciels plus adaptés, a conduit, dans un établissement de crédit de la place, à des reclassements comptables sur un certain nombre de postes des actifs financiers (dépôts à terme, bon de caisse, certificats de dépôts), ainsi que sur les concours à caractère bancaire (crédits de trésorerie, comptes ordinaires débiteurs, créances commerciales). En l'absence de continuité méthodologique des séries de données, l'analyse détaillée de leurs évolutions n'est pas significative.

La croissance de l'épargne en Polynésie française s'est poursuivie au cours du second trimestre 2006, avec de surcroît un rythme annuel plus favorable qu'un an auparavant : de +3,7 % en juin 2005, elle est passée à +7,8 % en juin 2006. Le montant total des actifs financiers collectés auprès de la clientèle non financière s'est élevé à 414,5 milliards de F CFP.

Les placements liquides, qui en constituent près de la moitié, ont crû de 3,7% entre juin 2005 et juin 2006, passant de 189 milliards de F CFP à 196 milliards. Pour leur part, les dépôts à vue ont connu une augmentation prononcée de leur encours, à +13,4 % sur la même période. La croissance de l'épargne à long terme est soutenue par les produits d'assurance-vie et les plans d'épargne logement qui suscitent toujours l'engouement des épargnants polynésiens, avec respectivement +16,4 % et +12,3 %.

Au 31 mars 2006, les particuliers étaient les principaux détenteurs de l'épargne collectée. Avec 60 % de l'ensemble des actifs financiers, ils ont enregistré une hausse de 5,6 % de leur encours. Pour leur part, les dépôts des sociétés non financières, concentrant 24 % du total, ont augmenté de 14,5 %.

L'ensemble des crédits en faveur des agents économiques polynésiens a représenté 469,7 milliards de F CFP au second trimestre 2006, contre 437,7 milliards un an auparavant. A l'instar de l'épargne polynésienne, le rythme de croissance annuel des passifs financiers s'est révélé plus rapide en juin 2006 qu'en juin 2005 : +7,3 %, contre +5,9 %. Les banques locales demeurent la plus importante source de financement de la collectivité avec une part de 82,4 % du total des crédits, représentant 387 milliards de F CFP.

Avec 43,4 % des concours bancaires octroyés pour un encours de 203,8 milliards de F CFP (+2,6 % en rythme annuel), les particuliers demeurent les premiers débiteurs des banques de la place. Les sollicitations majeures des ménages auprès des banques sont orientées vers le financement de leur habitat (118,7 milliards de F CFP) avant leur consommation (68,9 milliards).

Les prêts bancaires accordés aux entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) ont augmenté de 14,5 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2006, contre +5,6 % un an plus tôt. Ces agents économiques sont restés peu enclins à investir, en témoigne le repli de 2,3 % de l'encours de leurs crédits à l'équipement.

L'encours des crédits accordés aux administrations publiques locales s'est établi à 67,1 milliards de F CFP au 30 juin 2006. Il s'est inscrit en hausse de 2,4 % en glissement annuel, en raison du recours accru aux crédits d'équipement.

La masse monétaire M3 s'est élevée à 328,8 milliards de F CFP à fin juin 2006, s'inscrivant en hausse de 9 % par rapport au second trimestre 2005. Ses deux principales contreparties, les concours sur ressources monétaires (233,5 milliards de F CFP) et les avoirs extérieurs (96 milliards) se sont accrus respectivement de 12,6 % et 7,5 %.

1. L'évolution monétaire et financière

1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière

1.1.1 Ensemble des actifs financiers

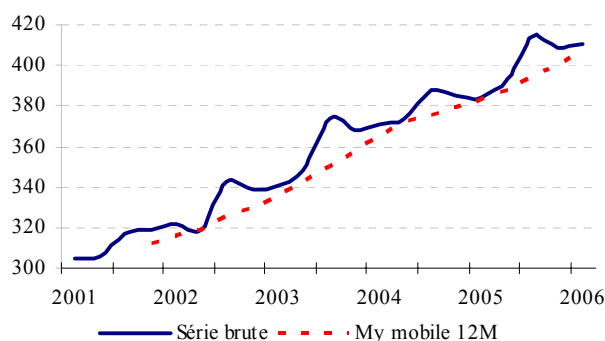
Commentaires :

Au terme du second trimestre 2006, l'ensemble des dépôts collectés par les établissements de crédit s'est élevé à 414,5 milliards de F CFP, soit une hausse de 7,8 % en glissement annuel (384,5 milliards en juin 2005).

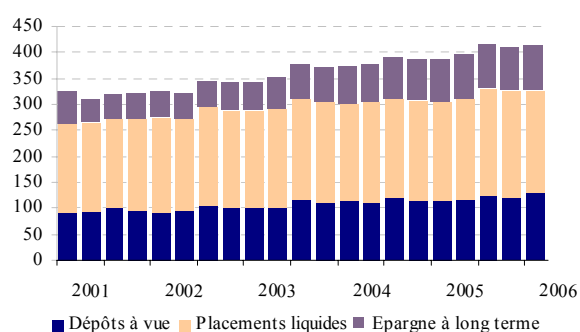
Les placements liquides, qui constituent près de la moitié des actifs, ont crû de 5,8 % entre juin 2005 et juin 2006, passant de 189 milliards de F CFP à 200 milliards. Pour leur part, les dépôts à vue ont connu une augmentation prononcée de leur encours, à +13,4 % sur la même période. A long terme, les produits d'assurance-vie suscitent toujours l'engouement des épargnants polynésiens, avec +16,4 %.

	Montant en millions de F CFP au					Variations en glissement annuel à fin		
	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	juin-05	déc-05	juin-06
Actifs financiers.....	384 548	394 000	414 142	408 984	414 493	3,7%	6,7%	7,8%
Dépôts à vue.....	114 932	116 310	124 978	121 271	130 286	1,6%	4,3%	13,4%
Placements liquides.....	189 018	194 088	205 379	203 486	199 938	1,4%	8,2%	5,8%
Comptes sur livret.....	78 956	78 104	78 605	77 068	75 694	-0,8%	-3,3%	-4,1%
Cptes d'épargne logement.	254	251	250	253	253	15,6%	1,6%	-0,5%
Dépôts à terme.....	74 382	78 851	82 580	87 422	96 855	11,7%	14,6%	30,2%
OPCVM monétaires.....	12 232	11 574	12 868	13 538	14 011	-18,9%	6,3%	14,5%
Divers.....	23 193	25 308	31 076	25 205	13 125	-6,8%	29,0%	-43,4%
Epargne à long terme....	80 598	83 602	83 785	84 227	84 269	13,3%	6,6%	4,6%
Actions - obligations.....	5 722	5 630	5 510	5 430	4 499	0,2%	-4,4%	-21,4%
OPCVM non monétaires..	29 965	30 144	28 753	29 225	27 940	12,8%	-6,4%	-6,8%
Plans d'épargne logement	10 609	11 200	11 921	12 130	11 918	26,1%	23,8%	12,3%
Assurance-vie	34 302	36 628	37 601	37 442	39 912	12,5%	15,8%	16,4%

Ensemble des actifs financiers (en milliards de F CFP)



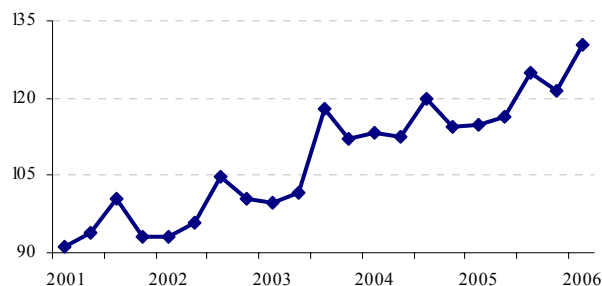
Répartition par type d'actif (en milliards de F CFP)



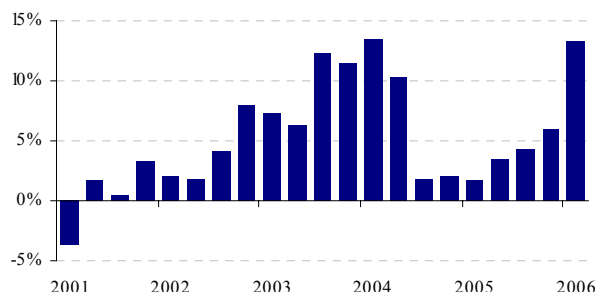
L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS

Dépôts à vue

Encours
(en milliards de F CFP)

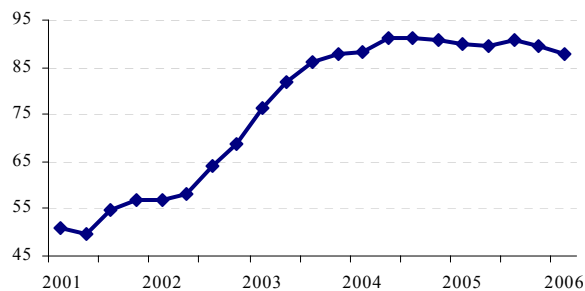


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

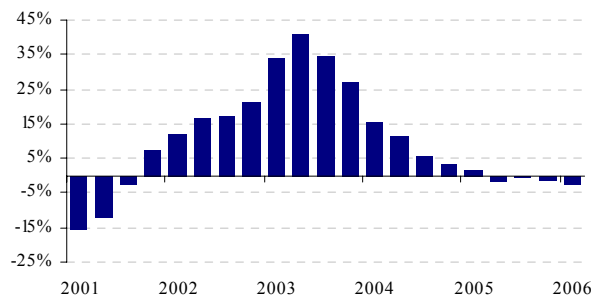


Comptes d'épargne à régime spécial

Encours
(en milliards de F CFP)

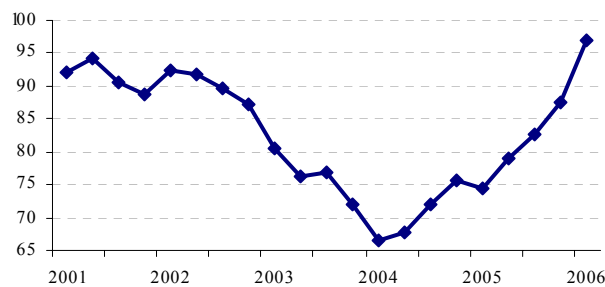


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

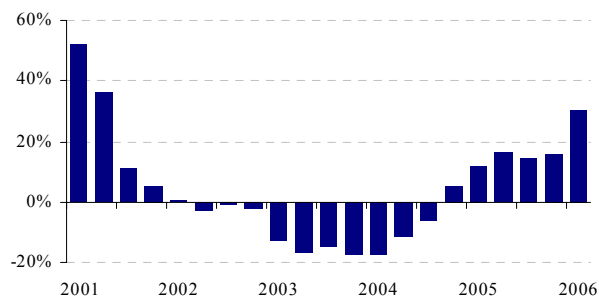


Comptes créditeurs à terme

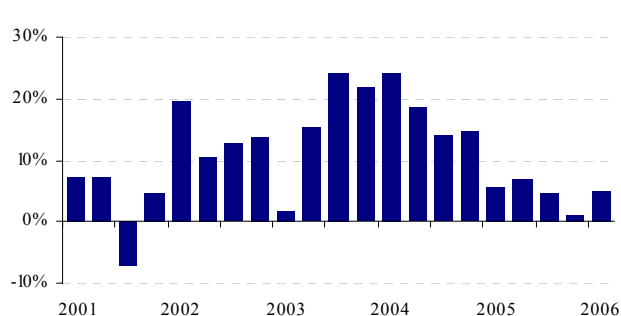
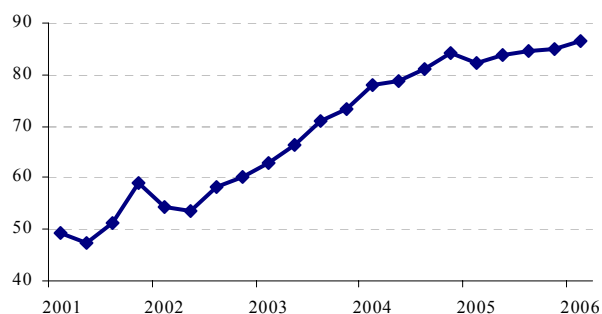
Encours
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles
(en glissement annuel)



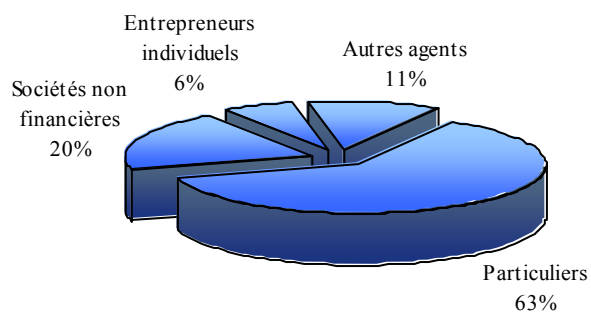
Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures



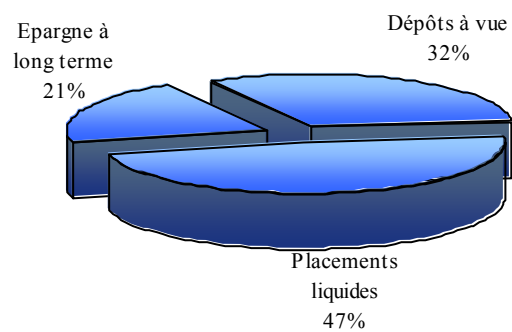
1. L'évolution monétaire et financière

REPARTITION DE L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS AU 30 JUIN 2006

Par agent économique



Par catégorie de produits



1. L'évolution monétaire et financière

1.1.2 Dépôts collectés par les EC locaux pour leur propre compte

Commentaires :

Au 30 juin 2006, l'ensemble des dépôts collectés par les établissements de crédit s'est élevé à 328,1 milliards de F CFP, en progression de 8,5 % en rythme annuel (302,3 milliards de F CFP à fin juin 2005).

Les dépôts à vue

Avec un encours de 130,3 milliards de F CFP (114,9 milliards au second trimestre 2005) le rythme de progression annuel des dépôts à vue a été soutenu, passant de 1,6 % en juin 2005 à 13,4 % en juin 2006.

Les placements liquides

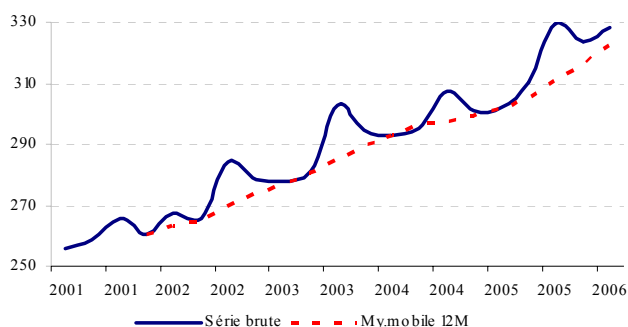
Les placements liquides (comptes sur livret, comptes d'épargne logement et autres placements liquides et à court terme), qui ont totalisé 185,9 milliards à fin juin 2006, se sont inscrits en hausse de 5,2 % en l'espace d'un an (176,9 milliards un an auparavant).

La faiblesse de la rémunération des comptes sur livret continue de décourager les épargnants polynésiens, leur encours se repliant de 4,1 % entre juin 2005 et juin 2006 pour s'établir à 75,7 milliards de F CFP.

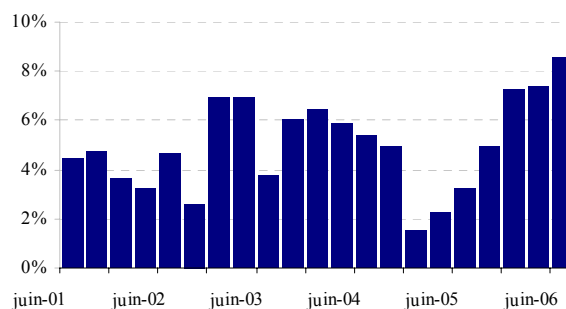
Quant au gonflement des dépôts à terme (+30,2 %), il n'est pas significatif dans la mesure où il provient du rattachement comptable de certains titres de créances négociables et bons de caisse à cette catégorie d'actifs, représentant 96,9 milliards de F CFP.

Le vif succès des plans d'épargne logement, à 11,9 milliards de F CFP, ne s'est pas démenti au 30 juin 2006, en glissement annuel (+12,3 %), en dépit du ralentissement de la croissance annuelle de leur encours (+22,9 % en juin 2005).

Dépôts collectés par les EC locaux
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles en glissement annuel

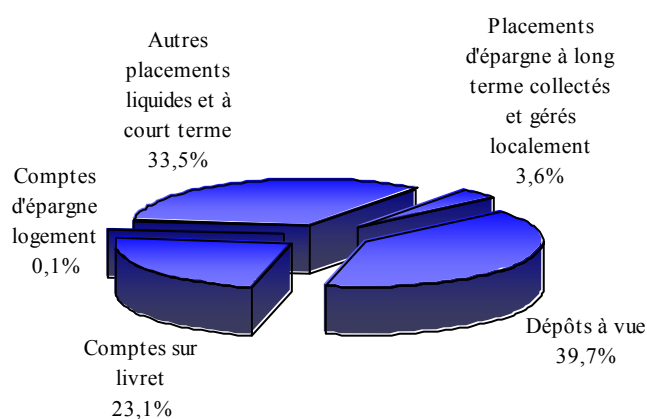


1. L'évolution monétaire et financière

Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte (répartition par nature)

	Montant en millions de F CFP au					Variation en glissement annuel à fin		
	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	juin-05	déc-05	juin-06
Dépôts à vue	114 932	116 310	124 978	121 271	130 286	1,6%	4,3%	13,4%
dont banques locales	108 779	109 800	118 380	111 183	120 835	1,6%	4,1%	11,1%
Comptes sur livret	78 956	78 104	78 605	77 068	75 694	-0,8%	-3,3%	-4,1%
Comptes d'épargne logement	254	251	250	253	253	15,6%	1,6%	-0,5%
Autres placements liquides et à court terme	97 576	104 159	113 656	112 627	109 980	6,6%	18,2%	12,7%
Dépôts à terme	74 382	78 851	82 580	87 422	96 855	11,7%	14,6%	30,2%
Bons de caisse	12 789	12 220	13 590	13 538	10 028	-19,6%	-11,3%	-21,6%
Certificats de dépôts	10 405	13 088	17 486	11 667	3 097	15,7%	99,1%	-70,2%
TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3	291 718	298 823	317 489	311 219	316 213	2,6%	6,7%	8,4%
dont banques locales	285 565	292 313	310 891	301 131	306 762	2,6%	6,7%	7,4%
Placements d'épargne à long terme collectés et gérés localement	10 609	11 200	11 921	12 130	11 918	22,9%	23,8%	12,3%
Plans d'épargne logement	10 609	11 200	11 921	12 130	11 918	22,9%	23,8%	12,3%
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX	302 328	310 023	329 410	323 349	328 131	3,2%	7,2%	8,5%
dont banques locales	296 174	303 514	322 812	313 261	318 680	3,2%	7,2%	7,6%

Répartition des actifs financiers par nature au 30 juin 2006



1. L'évolution monétaire et financière

1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

Commentaires :

L'encours des produits d'épargne collectés localement et dont la gestion est assurée par les institutions extérieures a atteint 86,4 milliards de F CFP au terme du second trimestre 2006, en augmentation de 5 % en glissement annuel (82,2 milliards de F CFP en juin 2005).

Placements liquides et à court terme

Constitués entièrement d'OPCVM monétaires, les placements liquides et à court terme ont montré des signes de vigueur, s'établissant à 14 milliards de F CFP au 30 juin 2006, en hausse de 14,5 % en glissement annuel.

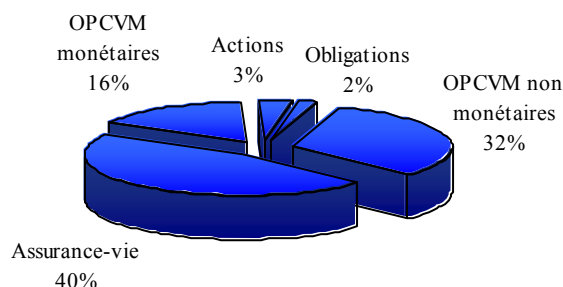
Placements d'épargne à long terme

L'épargne à long terme a connu un ralentissement de son rythme annuel de progression au terme du second trimestre. Avec un encours de 72,4 milliards de F CFP en juin 2006, contre 70 milliards en juin 2005, elle a affiché +3,4 % sur les douze derniers mois, contre +11,5 % un an auparavant. Signe de cette relative prudence de la part des épargnants polynésiens, ils ont plutôt orienté leurs choix sur des produits à faible risque tels que ceux d'assurance-vie¹ (+16,4 %). Pour leur part, les OPCVM non monétaires se sont repliés de 6,8 % en l'espace d'un an.

Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

	Montant en millions de F CFP au					Variations annuelles en %		
	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	juin-05	déc-05	juin-06
Placements liquides et à court terme	12 232	11 574	12 868	13 002	14 011	-18,9%	6,3%	14,5%
OPCVM monétaires	12 232	11 574	12 868	13 002	14 011	-18,9%	6,3%	14,5%
Placements d'épargne à long terme	69 989	72 401	71 864	72 097	72 351	11,5%	4,2%	3,4%
Actions	2 665	2 629	2 644	2 653	2 717	11,0%	2,8%	2,0%
Obligations	3 057	3 001	2 866	2 778	1 782	-7,6%	-10,2%	-41,7%
OPCVM non monétaires	29 965	30 144	28 753	29 225	27 940	12,8%	-6,4%	-6,8%
Assurance-vie	34 302	36 628	37 601	37 442	39 912	12,5%	15,8%	16,4%
TOTAL DE L'EPARGNE GEREE HZE	82 221	83 976	84 732	85 099	86 362	5,6%	4,5%	5,0%

Répartition des placements par produits au 30 juin 2006



¹ Il convient de préciser qu'une partie seulement des produits d'« assurances-vie » est collectée par les établissements de crédit.

1. L'évolution monétaire et financière

1.1.4 Actifs financiers par agent économique

DÉPÔTS COLLECTÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS LOCAUX POUR LEUR PROPRE COMPTE

	Montant en millions de F CFP						Variation en glissement annuel à fin		
	30/06/05	Parts	31/12/05	Parts	30/06/06	Parts	juin-05	déc-05	juin-06
Dépôts à vue	114 933		124 979		130 286		1,6%	4,3%	13,4%
Sociétés non financières	40 165	35%	49 627	40%	44 715	34%	- 4,9%	2,4%	11,3%
Entrepreneurs individuels	12 078	11%	12 556	10%	14 512	11%	7,0%	- 2,3%	20,2%
Particuliers	51 766	45%	52 868	42%	56 496	43%	2,3%	9,3%	9,1%
Autres agents résidents	9 168	8%	8 401	7%	12 847	10%	26,4%	8,2%	40,1%
Non résidents	1 756	2%	1 527	1%	1 715	1%	2,5%	-36,8%	- 2,3%
Autres dépôts	166 381		175 024		182 831		2,5%	3,6%	9,9%
Sociétés non financières	27 822	17%	29 657	17%	33 163	18%	1,6%	- 2,0%	19,2%
Entrepreneurs individuels	9 460	6%	10 486	6%	9 939	5%	-10,7%	- 0,8%	5,1%
Particuliers	122 966	74%	128 343	73%	127 616	70%	3,4%	4,7%	3,8%
Autres agents résidents	4 003	2%	4 228	2%	9 966	5%	- 4,4%	8,2%	148,9%
Non résidents	2 130	1%	2 310	1%	2 146	1%	67,0%	52,6%	0,8%
Total des dépôts locaux à CT (hors CDD)	281 315		300 003		313 117		2,1%	3,9%	11,3%
Placements d'épargne à long terme collectés et gérés localement	10 609		11 921		11 917		22,9%	23,8%	12,3%
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	490	5%	547	5%	760	6%	19,1%	26,6%	55,1%
Particuliers	10 119	95%	11 374	95%	11 157	94%	23,1%	23,6%	10,3%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des dépôts locaux à LT	10 609		11 921		11 917		22,9%	23,8%	12,3%
Sociétés non financières	67 987	23%	79 284	25%	77 878	24%	- 2,3%	0,7%	14,5%
Entrepreneurs individuels	22 028	8%	23 589	8%	25 211	8%	- 1,2%	- 1,1%	14,5%
Particuliers	184 852	63%	192 585	62%	195 269	60%	4,0%	6,9%	5,6%
Autres agents résidents	13 171	5%	12 629	4%	22 813	7%	15,1%	8,2%	73,2%
Non résidents	3 886	1%	3 837	1%	3 862	1%	30,0%	- 2,4%	- 0,6%
Certificats de dépôts (CDD)	10 405		17 486		3 097		15,7%	99,1%	-70,2%
TOTAL	302 329		329 410		328 131		3,2%	7,2%	8,5%

ÉPARGNE COLLECTÉE LOCALEMENT ET GÉRÉE PAR DES INSTITUTIONS EXTÉRIEURES (hors zone d'émission)

Montant en millions de F CFP au	Montant en millions de F CFP						Variation en glissement annuel à fin		
	30/06/05	Parts	31/12/05	Parts	30/06/06	Parts	juin-05	déc-05	juin-06
Total	84 159		84 732		86 361		8,1%	4,5%	2,6%
Sociétés non financières	3 507	4%	3 190	4%	3 836	4%	- 5,1%	8,1%	9,4%
Entrepreneurs individuels	955	1%	783	1%	636	1%	23,5%	-15,7%	-33,4%
Particuliers	58 551	70%	61 308	72%	61 884	72%	1,5%	6,9%	5,7%
Autres agents résidents	21 146	25%	19 451	23%	20 005	23%	34,8%	- 1,9%	- 5,4%

Commentaires :

Au 30 juin 2006, la structure de l'épargne par agent économique apparaît comme suit :

- les particuliers détiennent 60 % du total des dépôts des établissements de crédit locaux et 72 % de ceux gérés par des institutions extérieures, avec des encours respectifs de 195,3 (+5,6 % en glissement annuel) et 61,9 milliards de F CFP (+5,7 %) ;
- les sociétés non financières détiennent 24 % de l'encours des dépôts collectés par les banques locales (77,9 milliards de F CFP, +14,5 % sur l'année) et 4 % de celui géré par les établissements situés hors de la zone d'émission (3,8 milliards, +9,4 %) ;
- le reste des agents (entrepreneurs individuels, non résidents et collectivités publiques) représente globalement 20 % de l'encours total des dépôts collectés localement.

1. L'évolution monétaire et financière

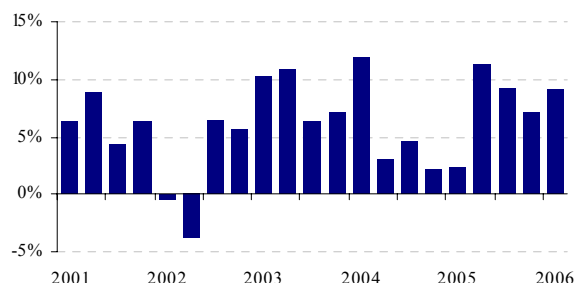
LES ACTIFS FINANCIERS DES PARTICULIERS

Dépôts à vue

Encours
(en milliards de F CFP)

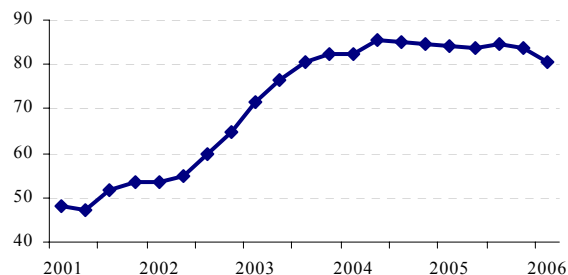


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

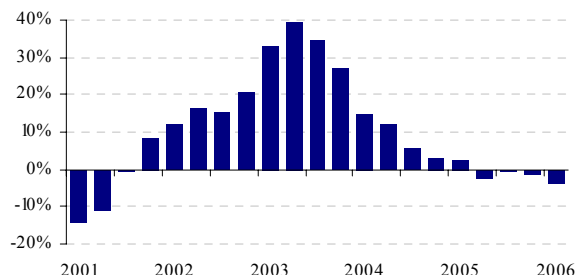


Comptes d'épargne à régime spécial

Encours
(en milliards de F CFP)

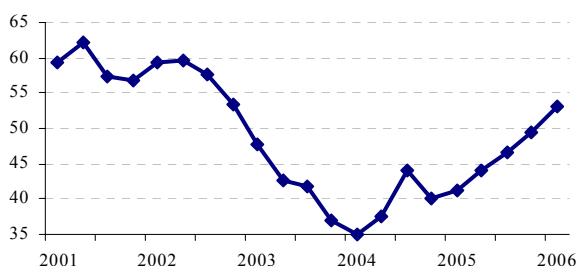


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

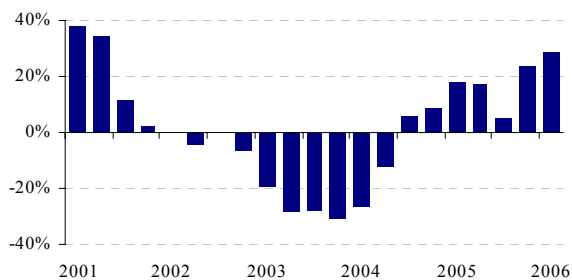


Comptes créditeurs à terme

Encours
(en milliards de F CFP)

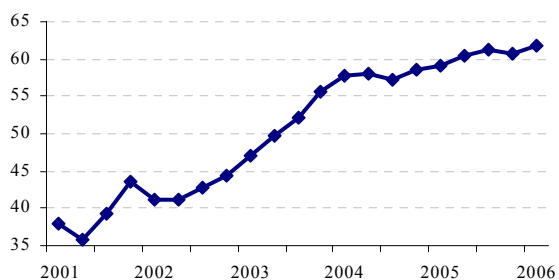


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

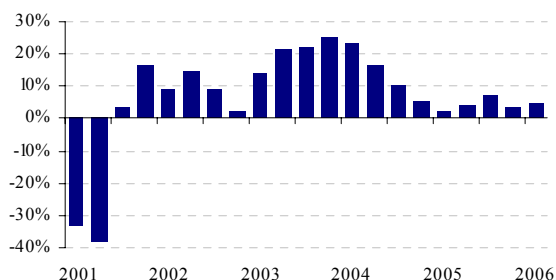


Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

Encours
(en milliards de F CFP)

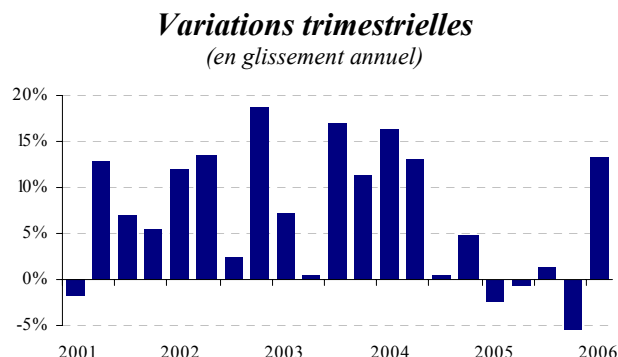
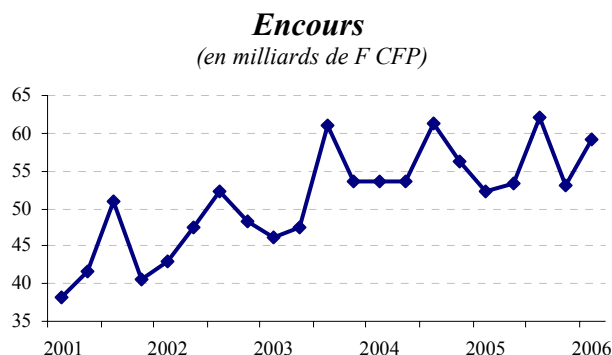


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

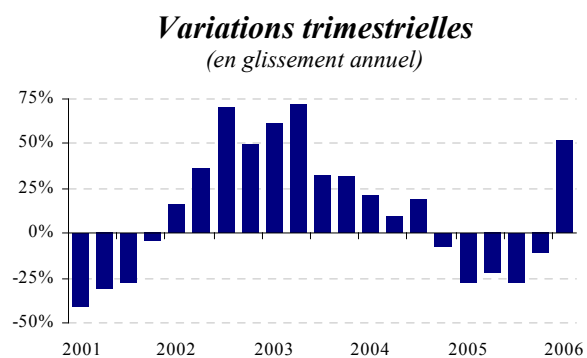
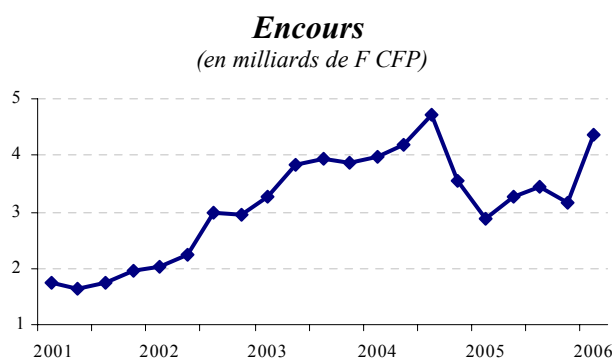


LES ACTIFS FINANCIERS DES ENTREPRISES (sociétés financières et entrepreneurs individuels)

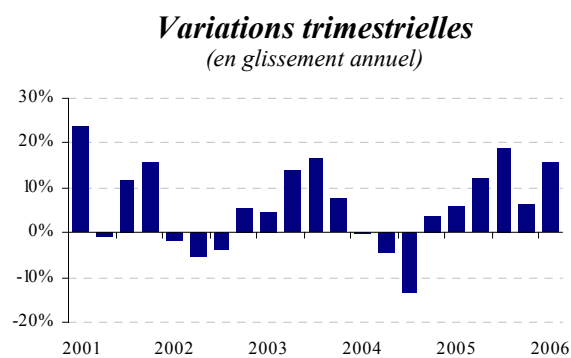
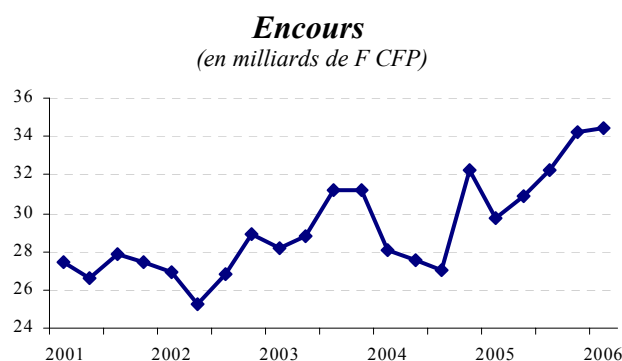
Dépôts à vue



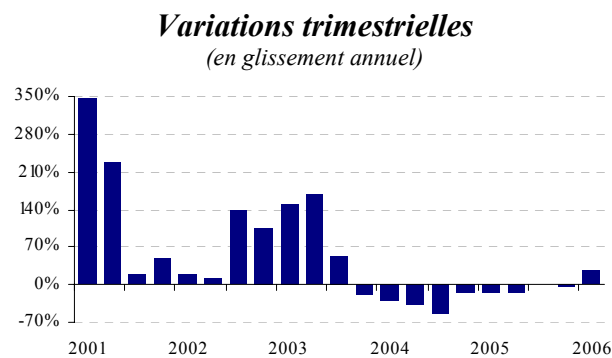
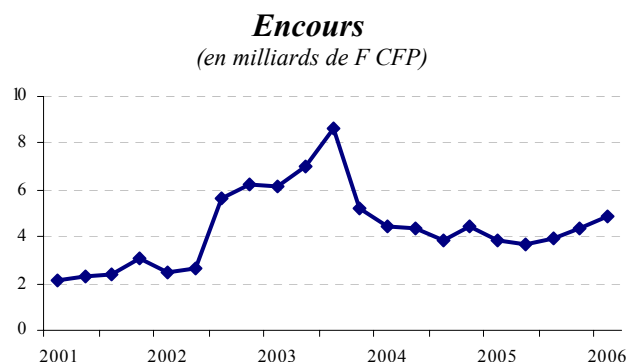
Comptes d'épargne à régime spécial



Comptes créditeurs à terme



Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures



1. L'évolution monétaire et financière

1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière

1.2.1 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place

Commentaires :

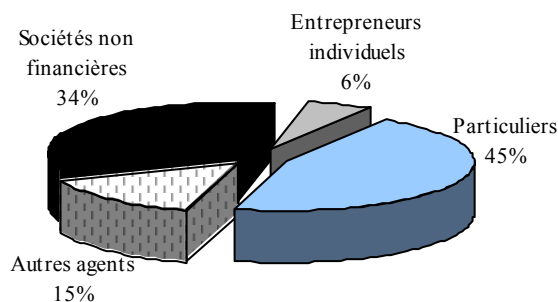
Le montant total des concours bancaires octroyés sur la place s'est élevé à 469,7 milliards de F CFP au deuxième trimestre 2006, dont 82,4 % ont été accordés par les banques locales. En l'espace d'un an, l'encours global s'est inscrit en hausse de 7,3 % (+5,9 % entre juin 2004 et juin 2005). Les principaux types de concours bancaires sollicités par les agents économiques sont des crédits à l'habitat (29,8 %), à l'équipement (23,6 %) et de trésorerie (23,4 %).

Les crédits à l'habitat se sont élevés à 140 milliards de F CFP, en augmentation de 9,7 % par rapport au second trimestre 2005, stimulés par la demande des particuliers, qui en ont été les principaux bénéficiaires (84,8 % du volume octroyé).

D'un montant de 111 milliards de F CFP au 30 juin 2006, les crédits à l'équipement ont crû de 0,4 % par rapport à juin 2005. Néanmoins, seul l'encours des crédits octroyés aux autres agents résidents, principalement des collectivités publiques locales, par des établissements établis hors de la zone d'émission s'est inscrit en hausse (+3,3 %), celui des sociétés non financières (-2,3 %) et des entrepreneurs individuels (-3,6 %) connaissant un sort inverse.

Avec un encours de 109,8 milliards de F CFP, les crédits de trésorerie ont enregistré une baisse de 3,5 % sur l'année. Cette situation résulte essentiellement d'une nouvelle imputation comptable des utilisations d'ouverture de crédit permanent dans la catégorie des comptes ordinaires débiteurs, qui explique par ailleurs la forte augmentation de ce dernier poste (+107,4 %) et n'est pas révélatrice d'une plus grande vulnérabilité des agents économiques. La recrudescence des créances douteuses nettes sur un an (+29,2 %), qui atteignent 7,9 milliards de F CFP, est en revanche plus représentative d'une éventuelle dégradation.

Ventilation par agent économique de l'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place au 30 juin 2006



1. L'évolution monétaire et financière

CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE

(toutes zones d'émission confondues)

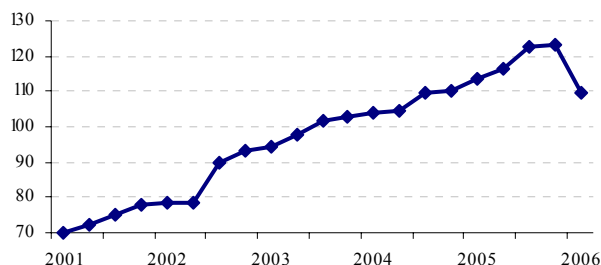
Montants en millions de F CFP						Variations annuelles en %			Parts en %		
	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005	30/06/2006
Créances commerciales	3 194	3 317	3 649	2 696	3 673	- 6,0%	17,4%	15,0%	0,7%	0,8%	0,8%
Sociétés non financières	2 997	3 085	3 376	2 494	3 169	- 4,7%	13,6%	5,7%	0,7%	0,7%	0,7%
Entrepreneurs individuels	197	232	217	191	499	-21,3%	61,9%	153,8%	0,0%	0,0%	0,1%
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	0	0	56	11	5	-	-	-	-	-	-
Non résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	113 795	116 499	122 538	123 391	109 761	9,4%	11,6%	- 3,5%	26,0%	26,9%	23,4%
Sociétés non financières	33 283	35 386	37 691	35 958	32 031	11,9%	18,2%	- 3,8%	7,6%	8,3%	6,8%
Entrepreneurs individuels	5 372	5 557	6 081	6 010	5 021	5,9%	22,6%	- 6,5%	1,2%	1,3%	1,1%
Particuliers	71 787	72 628	75 641	77 405	68 885	7,9%	7,8%	- 4,0%	16,4%	16,6%	14,7%
Autres agents résidents	3 325	2 893	3 097	3 817	3 631	24,4%	12,6%	9,2%	0,8%	0,7%	0,8%
Non résidents	29	35	28	201	193	-16,6%	-28,2%	561,5%	0,0%	0,0%	0,0%
Crédits à l'équipement	110 548	106 954	108 665	109 285	111 034	2,5%	- 3,5%	0,4%	25,3%	23,9%	23,6%
Sociétés non financières	48 091	45 516	46 717	48 029	46 993	7,8%	- 1,7%	- 2,3%	11,0%	10,3%	10,0%
Entrepreneurs individuels	5 134	5 067	5 111	5 118	4 950	- 2,5%	- 0,6%	- 3,6%	1,2%	1,1%	1,1%
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	55 358	54 306	54 609	54 056	57 159	- 0,7%	- 6,0%	3,3%	12,6%	12,0%	12,2%
Non résidents	1 965	2 065	2 228	2 082	1 932	- 9,9%	16,6%	- 1,7%	0,4%	0,5%	0,4%
Crédits à l'habitat	127 597	130 881	136 110	138 127	139 997	8,6%	11,8%	9,7%	29,2%	29,9%	29,8%
Sociétés non financières	10 944	11 586	12 519	12 709	12 795	21,0%	18,6%	16,9%	2,5%	2,8%	2,7%
Entrepreneurs individuels	5 186	5 448	5 648	5 960	6 762	12,6%	15,7%	30,4%	1,2%	1,2%	1,4%
Particuliers	110 188	113 371	116 240	117 738	118 668	7,1%	9,7%	7,7%	25,2%	25,6%	25,3%
Autres agents résidents	900	82	1 275	1 268	1 323	24,4%	1187,9%	47,0%	0,2%	0,3%	0,3%
Non résidents	379	394	428	452	449	97,4%	67,2%	18,4%	0,1%	0,1%	0,1%
Comptes ordinaires débiteurs	19 140	22 125	20 388	21 846	39 698	- 3,0%	-11,8%	107,4%	4,4%	4,5%	8,5%
Sociétés non financières	13 374	16 899	14 572	16 543	30 231	- 1,2%	-17,2%	126,0%	3,1%	3,2%	6,4%
Entrepreneurs individuels	1 499	1 556	1 556	1 384	3 305	6,7%	20,7%	120,5%	0,3%	0,3%	0,7%
Particuliers	3 546	3 526	3 828	3 623	4 208	6,9%	56,4%	18,7%	0,8%	0,8%	0,9%
Autres agents résidents	691	116	394	260	1 917	-31,0%	-71,6%	177,4%	0,2%	0,1%	0,4%
Non résidents	30	28	38	36	37	-93,8%	-90,5%	23,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres crédits	42 073	37 297	41 734	40 682	41 241	9,4%	6,5%	- 2,0%	9,6%	9,2%	8,8%
Sociétés non financières	22 361	18 773	23 276	22 322	24 238	- 3,5%	3,6%	8,4%	5,1%	5,1%	5,2%
Entrepreneurs individuels	3 750	3 538	3 887	3 817	3 580	- 3,9%	- 1,8%	- 4,5%	0,9%	0,9%	0,8%
Particuliers	9 849	9 959	8 884	8 874	8 239	26,2%	- 1,6%	-16,3%	2,3%	2,0%	1,8%
Autres agents résidents	5 315	4 233	3 537	3 545	3 105	90,2%	13,5%	-41,6%	1,2%	0,8%	0,7%
Non résidents	798	794	2 150	2 124	2 079	ns	ns	ns	0,2%	0,5%	0,4%
Créances douteuses nettes	6 114	6 444	7 532	8 165	7 901	-14,5%	8,2%	29,2%	1,4%	1,7%	1,7%
Sociétés non financières	1 566	1 866	1 864	2 558	2 281	-36,6%	- 7,4%	45,6%	0,4%	0,4%	0,5%
Entrepreneurs individuels	1 156	1 223	1 415	1 362	1 588	- 6,5%	37,9%	37,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Particuliers	3 216	3 196	3 627	3 609	3 844	- 1,7%	- 3,2%	19,5%	0,7%	0,8%	0,8%
Autres agents résidents	7	4	488	491	8	-17,5%	ns	ns	0,0%	0,1%	0,0%
Non résidents	168	155	138	145	180	ns	ns	7,4%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres concours non ventilés	1 860	1 966	1 928	2 079	3 293	-52,5%	-62,5%	77,1%	0,4%	0,4%	0,7%
TOTAL NET	424 321	425 482	442 544	446 271	456 598	5,6%	4,9%	7,6%	96,9%	97,3%	97,2%
Sociétés non financières	132 616	133 111	140 015	140 613	151 738	6,2%	3,7%	14,4%	30,3%	30,8%	32,3%
Entrepreneurs individuels	22 294	22 621	23 915	23 842	25 705	2,6%	11,8%	15,3%	5,1%	5,3%	5,5%
Particuliers	198 586	202 680	208 220	211 249	203 844	8,4%	8,8%	2,6%	45,4%	45,8%	43,4%
Autres agents résidents	65 596	61 633	63 456	63 448	67 148	4,2%	- 3,0%	2,4%	15,0%	13,9%	14,3%
Non résidents	3 369	3 471	5 010	5 040	4 870	- 8,4%	47,2%	44,6%	0,8%	1,1%	1,0%
non ventilés par agents résidents	1 860	1 966	1 928	2 079	3 293	211,5%	411,5%	611,5%	0,4%	0,4%	0,7%
Provisions non ventilées	13 351	12 374	12 399	13 065	13 065	18,9%	6,5%	- 2,1%	3,1%	2,7%	2,8%
TOTAL BRUT	437 672	437 856	454 943	459 336	469 663	5,9%	5,0%	7,3%	100,0%	100,0%	100,0%
Taux créances douteuses brutes	4,4%	4,3%	4,4%	4,6%	4,5%	0,0%	2,0%	0,4%			
Taux de provisionnement	68,6%	65,8%	62,2%	61,5%	62,3%	12,2%	- 0,6%	- 9,1%			

1. L'évolution monétaire et financière

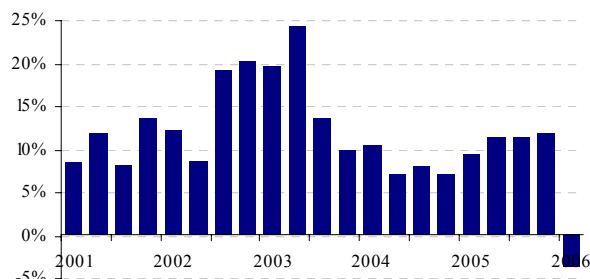
LES CONCOURS DE CARACTERE BANCAIRE ACCORDÉS SUR LA PLACE

Crédits de trésorerie

Encours
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

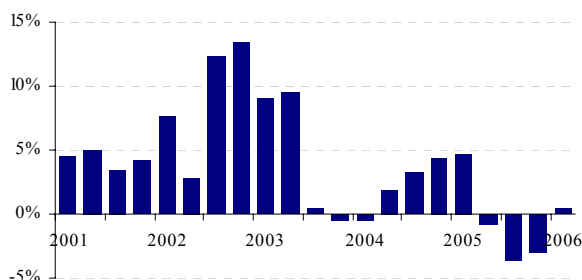


Crédits à l'équipement

Encours
(en milliards de F CFP)

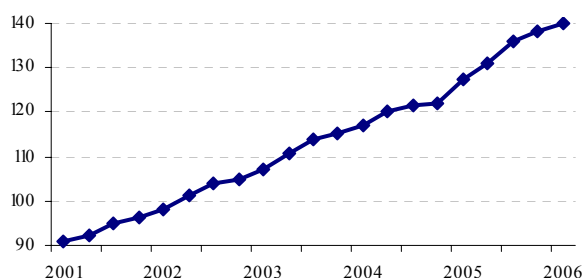


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

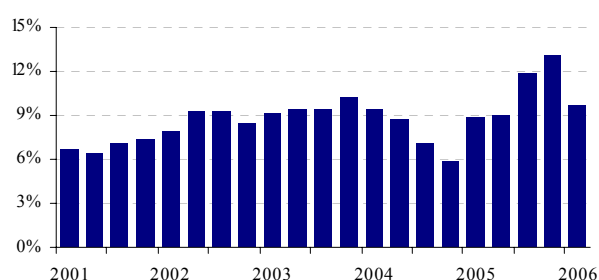


Crédits à l'habitat

Encours
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

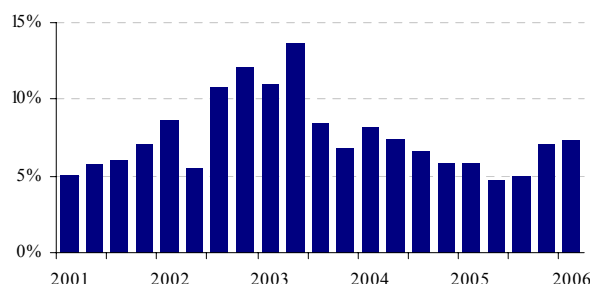


Ensemble des crédits

Encours
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles
(en glissement annuel)



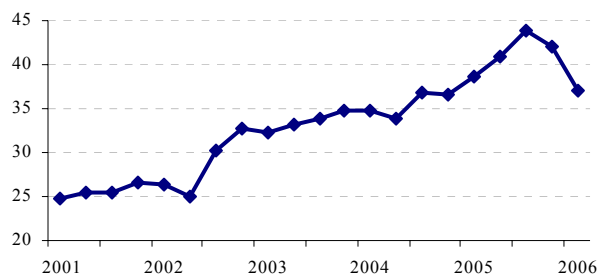
LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS SUR LA PLACE

Crédits de trésorerie accordés aux entreprises

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

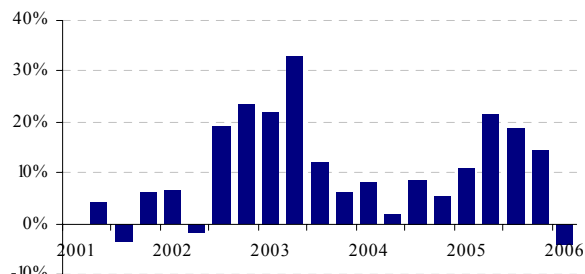
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

(en glissement annuel)

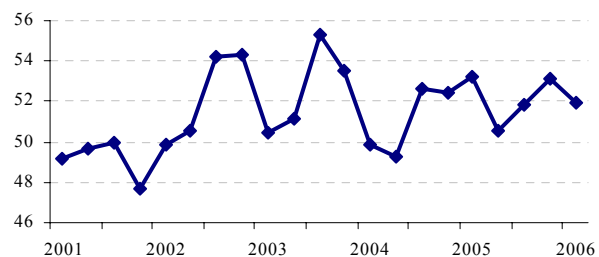


Crédits à l'équipement accordés aux entreprises

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

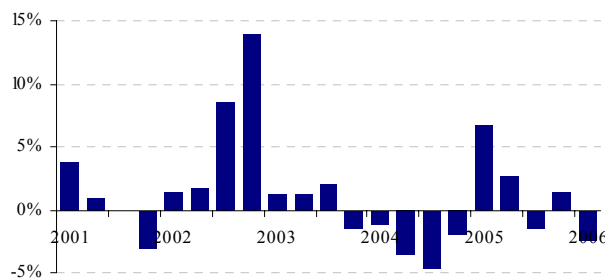
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

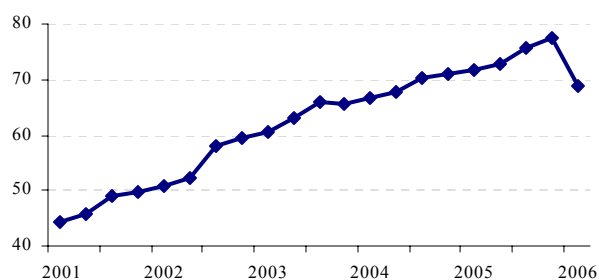
(en glissement annuel)



Crédits de trésorerie accordés aux particuliers

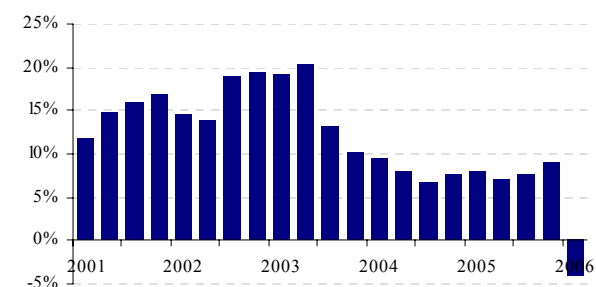
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

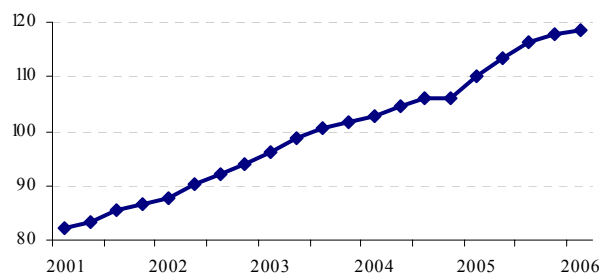
(en glissement annuel)



Crédits à l'habitat accordés aux particuliers

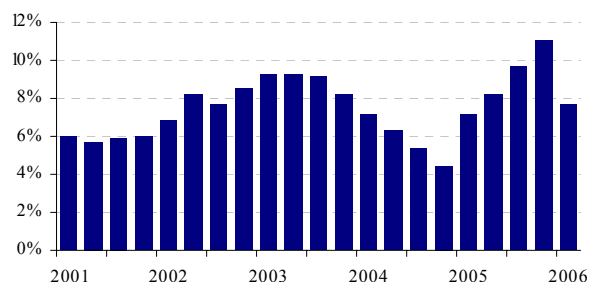
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

(en glissement annuel)



1. L'évolution monétaire et financière

1.2.2 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission

Commentaires :

L'encours global des concours de caractère bancaire accordés par les banques de la place s'est élevé à 387 milliards de F CFP au 30 juin 2006, contre 354,3 en juin 2005. Son taux de croissance annuel a été de 9,2 %, contre 7,3 % un an auparavant.

Répartition et évolution des concours par catégorie

Au terme du second trimestre 2006, les crédits à l'habitat représentaient l'une des principales activités de crédits des banques locales (30,8 % du total octroyé), avec un encours de 119,3 milliards de F CFP contre 109,4 milliards un an plus tôt (+9 %).

Second poste en termes de volume avec un encours de 106,3 milliards de F CFP (27,5 % du total), les crédits de trésorerie ont connu une baisse de 3,5 %, dont la portée n'est pas significative en raison des multiples reclassements comptables dont cette catégorie de concours bancaires a fait l'objet.

Pour leur part, les crédits à l'équipement se sont établis à 54,9 milliards de F CFP, en progression de 2,5 % sur la même période (53,6 milliards un an plus tôt).

L'analyse des indicateurs de vulnérabilité des agents économiques semble montrer une dégradation de leur situation financière. L'accroissement des créances douteuses nettes a été très significatif (+26,3 %) et surtout, il a concerné l'ensemble des agents économiques. Quant au taux de créances douteuses brutes, il est passé à 5,3 %, contre 5 % en juin 2005.

Répartition et évolution des concours par agent économique

Au 30 juin 2006, près de la moitié des crédits octroyés par les banques locales est destinée aux particuliers (48,3 %), dont l'encours bancaire a progressé de 1,6 % sur l'année, pour s'établir à 186,9 milliards de F CFP. Les préoccupations financières majeures des ménages polynésiens sont tournées vers l'habitat (53 % du total des crédits consentis) devant la consommation (35 %). En juin 2006, l'encours de leurs prêts immobiliers a augmenté de 6,8 %.

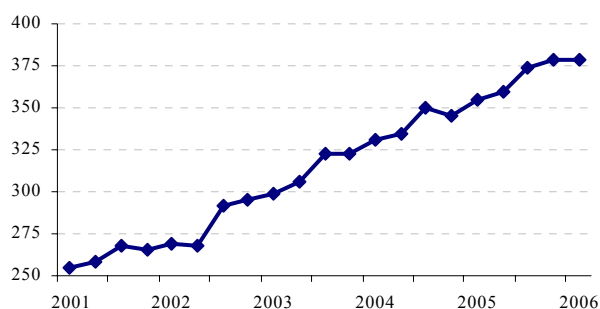
Les concours bancaires accordés aux sociétés non financières se sont élevés à 150,4 milliards de F CFP à fin juin 2006, en progression de 16,2 % en glissement annuel. L'accroissement de leur endettement semble s'être réalisé sur les utilisations d'ouverture de crédit permanent, dont le nouveau rattachement comptable aux comptes ordinaires débiteurs ne permet pas d'en connaître l'ampleur. Pour leur part, les investissements des entreprises marquent le pas, en témoigne la baisse de 0,3 % de leur encours de crédits d'équipement.

Les entrepreneurs individuels ont également vu l'encours de leurs prêts bancaires augmenter (+6,4 %), sous l'impulsion de leurs crédits à l'habitat (+30,4 %) et en dépit de la contraction de leurs crédits à l'équipement (-3,6 %).

Ensemble des crédits

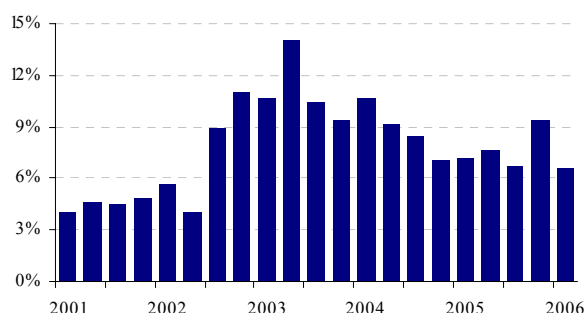
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

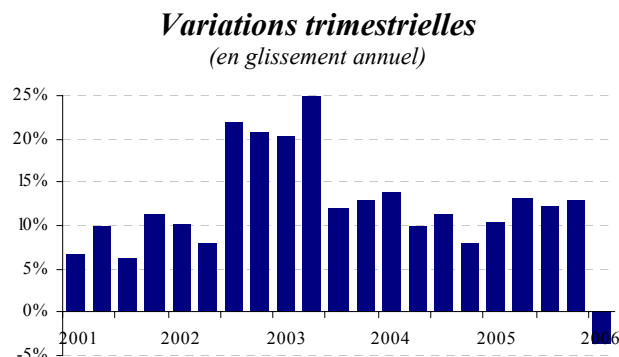
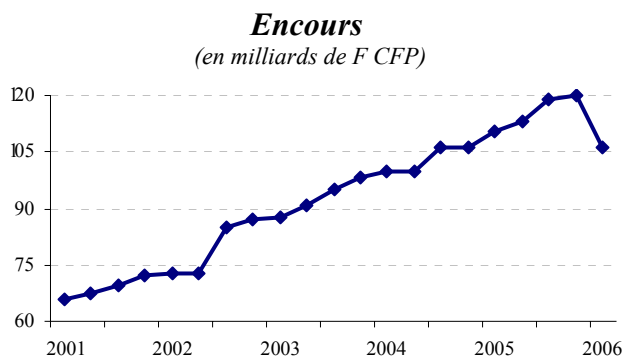
(en glissement annuel)



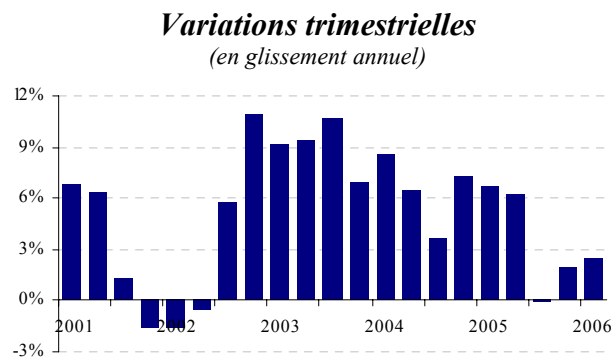
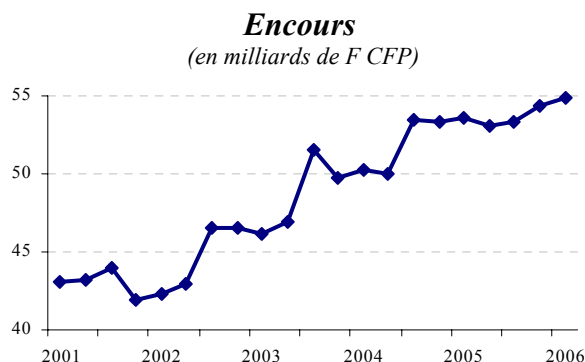
1. L'évolution monétaire et financière

LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

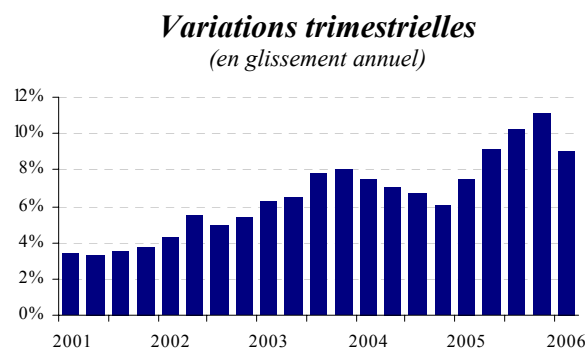
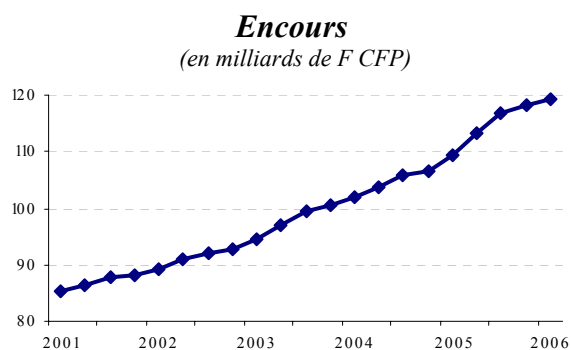
Crédits de trésorerie



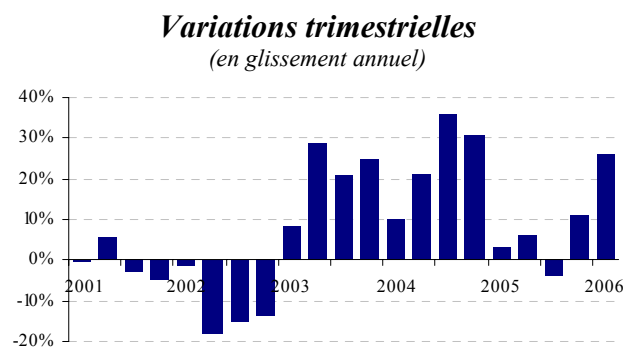
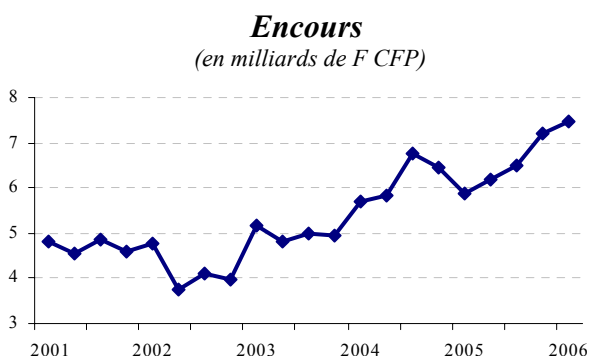
Crédits à l'équipement



Crédits à l'habitat

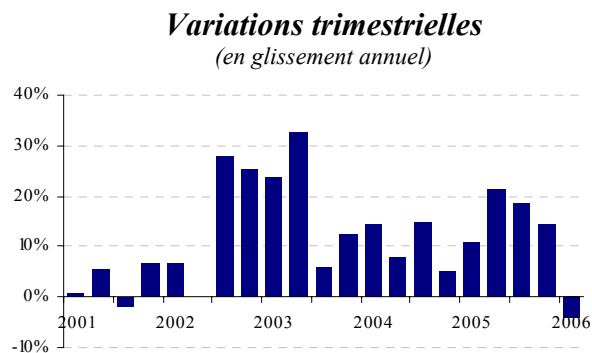
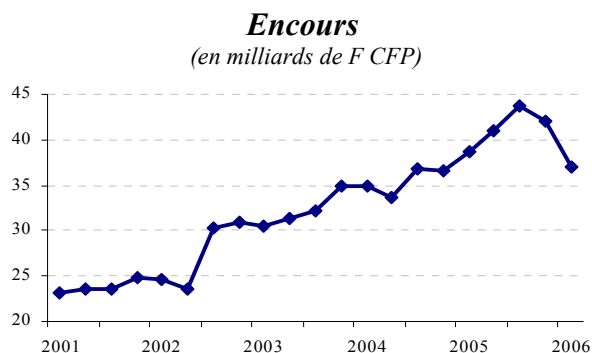


Créances douteuses nettes

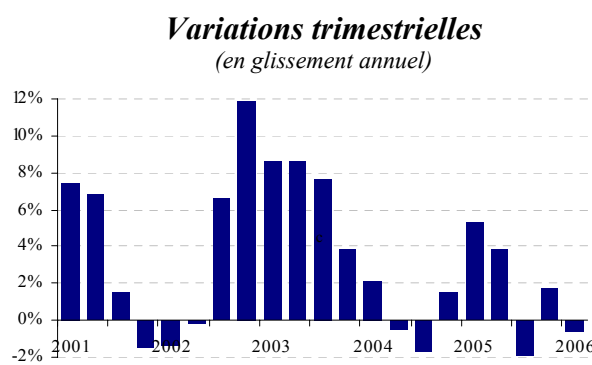
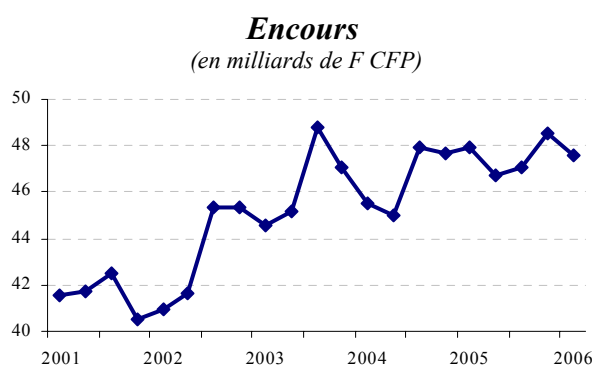


LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

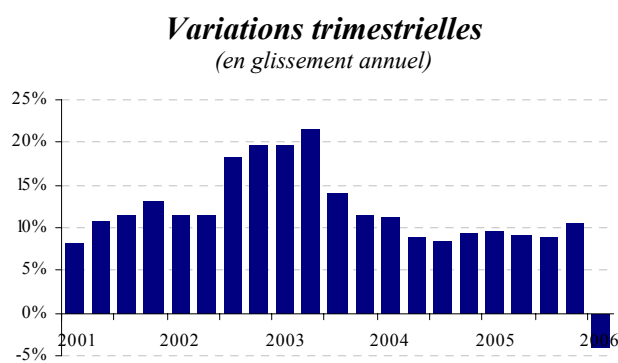
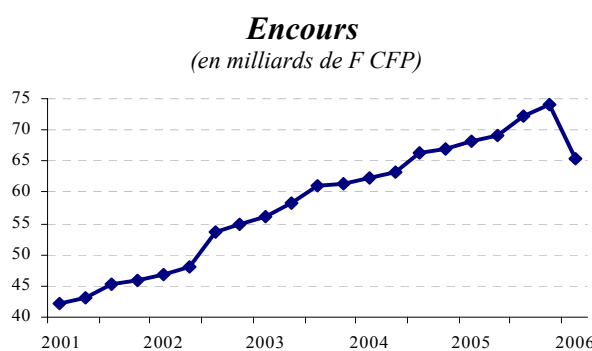
Crédits de trésorerie accordés aux entreprises



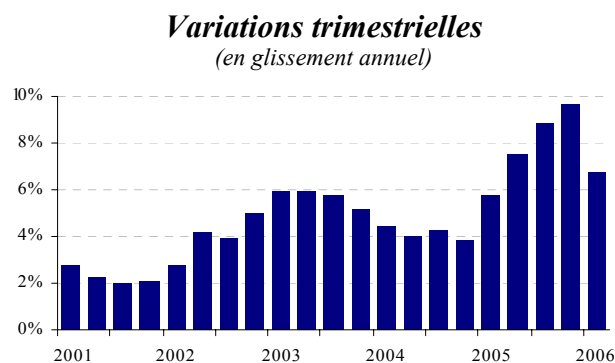
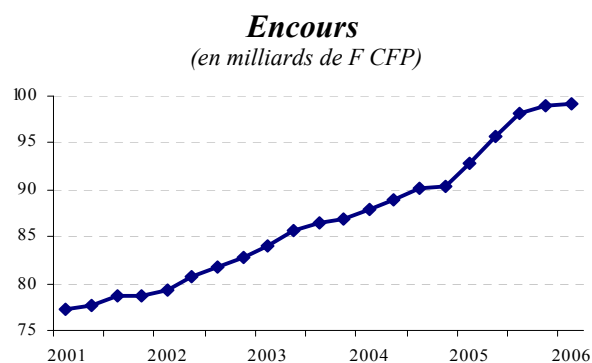
Crédits à l'équipement accordés aux entreprises



Crédits de trésorerie accordés aux particuliers



Crédits à l'habitat accordés aux particuliers



1. L'évolution monétaire et financière

1.2.3 Concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission

Commentaires :

Les concours bancaires des établissements situés hors zone d'émission (HZE) regroupent les crédits accordés à des résidents polynésiens par des entités métropolitaines (Agence française de développement, Caisse des dépôts et consignations, DEXIA, NATEXIS Banques populaires, CASDEN...) ou européennes (Banque européenne d'investissement).

Totalisant 82,7 milliards de F CFP à fin juin 2006, l'encours de ces crédits s'est inscrit en retrait de 0,8 % au cours des douze derniers mois (83,3 milliards de F CFP en juin 2005).

Répartition et évolution des concours par catégorie

Première composante de ces concours, avec 67,9 % du total, l'encours des crédits d'équipement s'est replié de 1,5 % en glissement annuel, s'élevant à 56,1 milliards de F CFP, dont 92,3 % au profit des administrations publiques locales.

A contrario, les crédits à l'habitat, qui ont atteint 20,7 milliards de F CFP à fin juin 2006, ont connu une croissance forte sur la même période, avec +14,2 %. En juin 2005, cette variation en rythme annuel avait déjà atteint +15,9 %.

Pour leur part, les crédits de trésorerie, sollicités par les particuliers, ne cessent de baisser, se contractant de 3,5 % sur l'année pour un montant de 3,5 milliards de F CFP.

Répartition et évolution des concours par agent économique

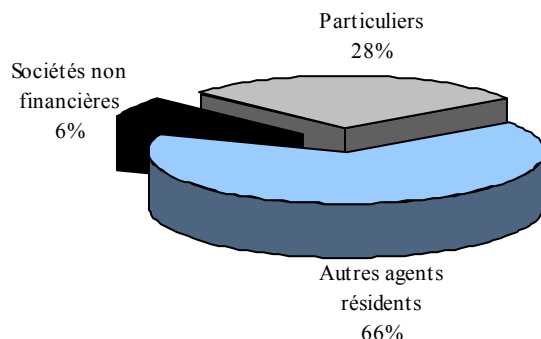
Au terme du premier trimestre 2006, les collectivités publiques locales sont demeurées les principales emprunteuses auprès des établissements de crédit situés hors de la zone d'émission, avec 65,4 % du total. De juin 2005 à juin 2006, l'encours de leurs crédits s'est replié de 0,8 %, passant de 54,5 milliards de F CFP à 54,1 milliards, dont 95,8 % dédiés à l'équipement.

L'encours des crédits bancaires consentis aux particuliers s'est élevé à 23,3 milliards de F CFP. Leur progression annuelle, à l'instar de celle de leurs crédits à l'habitat (84 % des concours accordés), a été sensible, avec +9,8 %, comparable avec celle connue un an auparavant.

Quant aux crédits octroyés aux sociétés non financières, ils ont subi un net repli, leur encours passant de 6,3 milliards de F CFP à 5,3 milliards entre juin 2005 et juin 2006 (-15,1 %).

1. L'évolution monétaire et financière

Ventilation par agent économique des concours octroyés par les établissements installés hors de la zone d'émission au 30 juin 2006



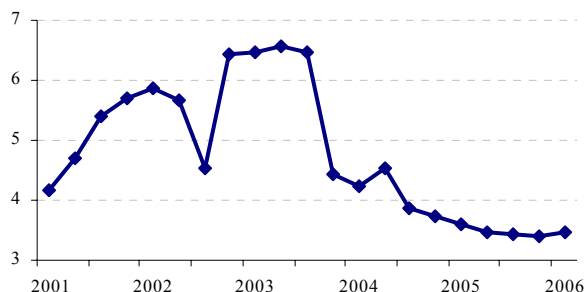
CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE						Variations annuelles en %			Parts en %		
Etablissements de crédit situés hors de la zone d'émission						30/06/2005	31/12/2005	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005	30/06/2006
Montants en millions de F CFP	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006						
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	3 599	3 461	3 443	3 410	3 472	-15,3%	-11,1%	- 3,5%	4,3%	4,2%	4,2%
Sociétés non financières	0	2	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	3 599	3 459	3 443	3 410	3 472	-15,3%	-11,1%	- 3,5%	100,0%	100,0%	100,0%
Autres agents résidents	0	0	0	0	0	-	-	100,0%	-	-	-
Crédits à l'équipement	56 988	53 850	55 303	54 868	56 140	- 1,1%	- 6,7%	- 1,5%	68,4%	68,2%	67,9%
Sociétés non financières	5 316	3 866	4 751	4 611	4 325	21,2%	1,2%	-18,6%	9,3%	8,6%	7,7%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	51 671	49 984	50 552	50 257	51 815	- 2,9%	- 7,3%	0,3%	90,7%	91,4%	92,3%
Crédits à l'habitat	18 165	17 695	19 238	19 865	20 742	15,9%	22,1%	14,2%	21,8%	23,7%	25,1%
Sociétés non financières	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	17 353	17 695	18 090	18 717	19 545	15,2%	14,8%	12,6%	95,5%	94,0%	94,2%
Autres agents résidents	812	0	1 148	1 148	1 197	34,3%	-	47,4%	4,5%	6,0%	5,8%
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres crédits	2 990	2 974	2 140	2 026	1 850	-12,6%	-43,0%	-38,1%	3,6%	2,6%	2,2%
Sociétés non financières	962	943	881	861	798	-15,5%	-26,0%	-17,1%	32,2%	41,2%	43,1%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	100,0%	-	-	-
Particuliers	18	17	29	29	0	- 8,0%	52,6%	-100,0%	0,6%	1,4%	-
Autres agents résidents	2 009	2 014	1 230	1 136	1 052	-11,1%	-51,7%	-47,6%	67,2%	57,5%	56,9%
Créances douteuses nettes	219	2 672	922	974	454	-84,7%	347,6%	107,6%	0,3%	1,1%	0,5%
Sociétés non financières	0	0	219	219	205	ns	ns	ns	-	23,8%	45,2%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	200,0%	-	-	-
Particuliers	219	252	225	272	249	-64,9%	9,2%	13,8%	100,0%	24,4%	54,8%
Autres agents résidents	0	2 420	478	483	0	-	-	-	-	51,8%	-
TOTAL NET	81 959	80 652	81 046	81 143	82 658	- 0,5%	- 2,2%	0,9%	98,4%	100,0%	100,0%
Sociétés non financières	6 279	4 811	5 851	5 691	5 328	13,6%	- 0,6%	-15,1%	7,5%	7,2%	6,4%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	21 188	21 423	21 787	22 428	23 266	9,6%	9,8%	9,8%	25,4%	26,9%	28,1%
Autres agents résidents	54 493	51 997	52 930	52 541	54 064	- 2,8%	- 7,3%	- 0,8%	65,4%	65,3%	65,4%
Provisions non ventilées	1 364	0	0	0	0	203,7%	-100,0%	-100,0%	1,6%	-	-
TOTAL BRUT	83 323	80 652	81 046	81 143	82 658	0,6%	- 2,6%	- 0,8%	100,0%	100,0%	100,0%
Taux créances douteuses brutes	1,9%	3,3%	1,1%	1,2%	0,5%						
Taux de provisionnement	86,2%	-	-	-	-						

1. L'évolution monétaire et financière

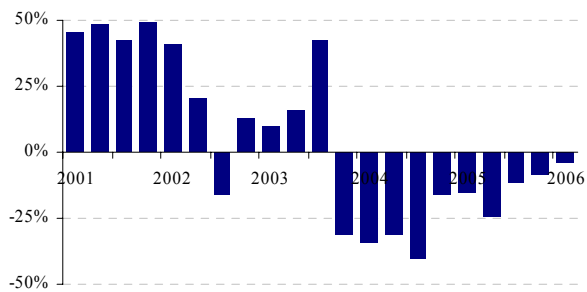
LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS DE LA ZONE D'ÉMISSION

Crédits de trésorerie

Encours
(en milliards de F CFP)

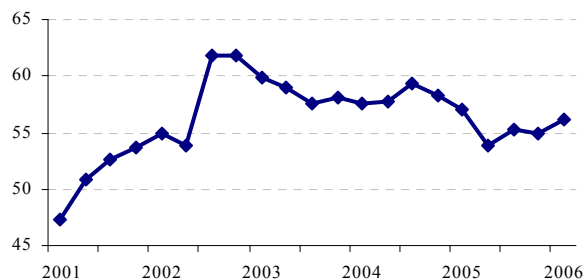


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

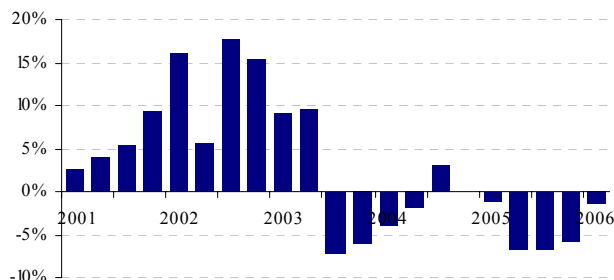


Crédits à l'équipement

Encours
(en milliards de F CFP)

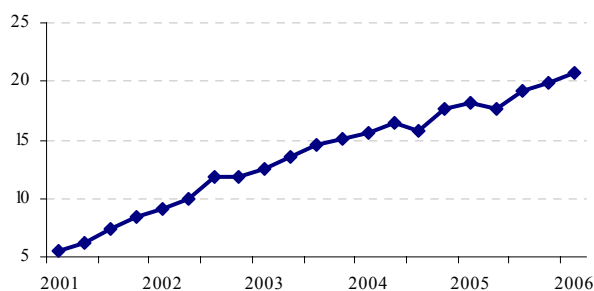


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

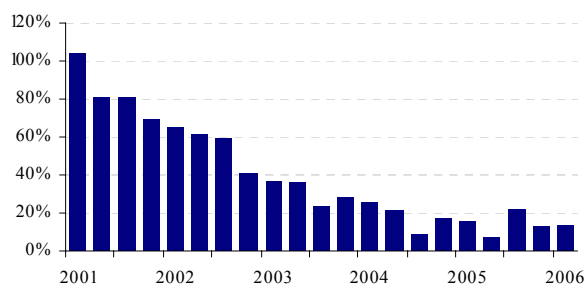


Crédits à l'habitat

Encours
(en milliards de F CFP)

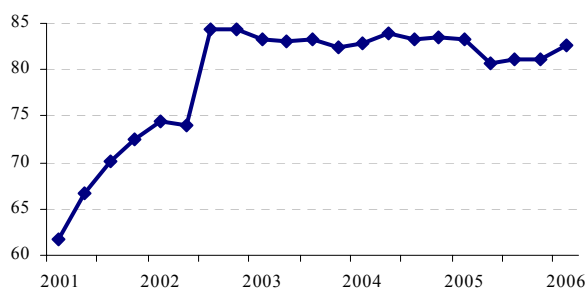


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

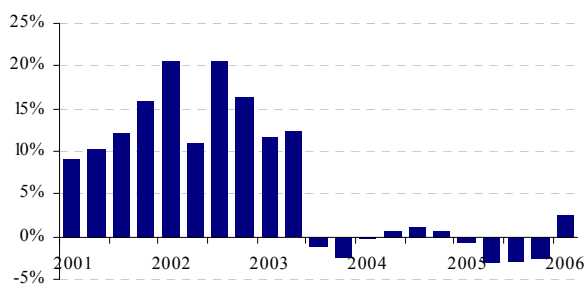


Ensemble des crédits

Encours
(en milliards de F CFP)



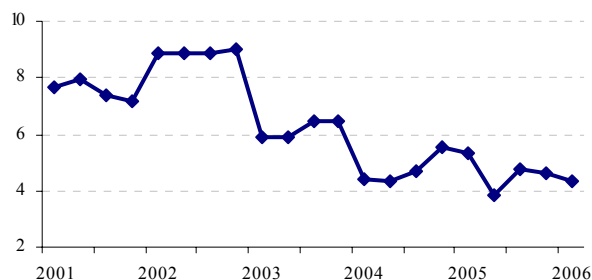
Variations trimestrielles
(en glissement annuel)



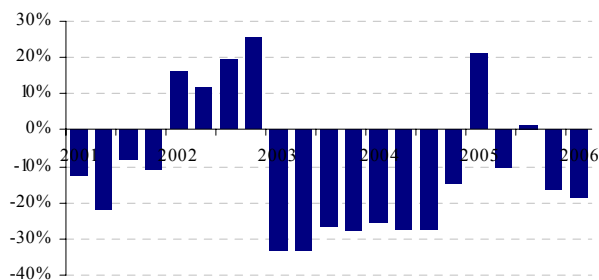
LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS DE LA ZONE D'ÉMISSION

Crédits à l'équipement accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)

Encours
(en milliards de F CFP)

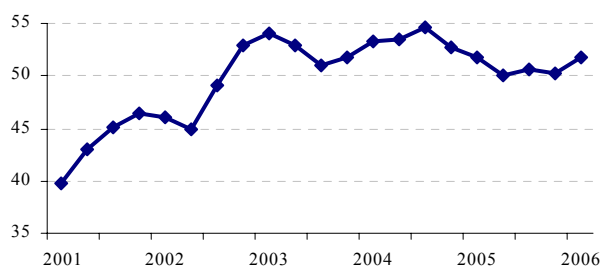


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

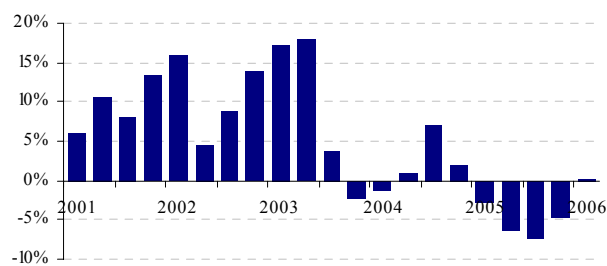


Crédits à l'équipement accordés aux « autres agents résidents » (sociétés financières et entrepreneurs individuels)

Encours
(en milliards de F CFP)

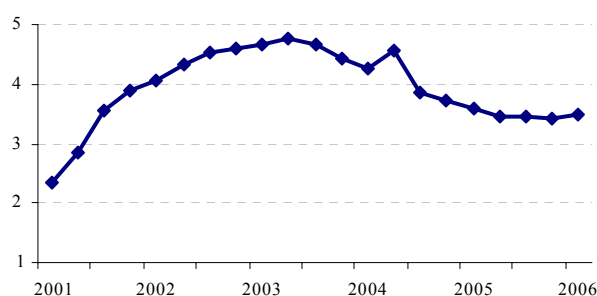


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

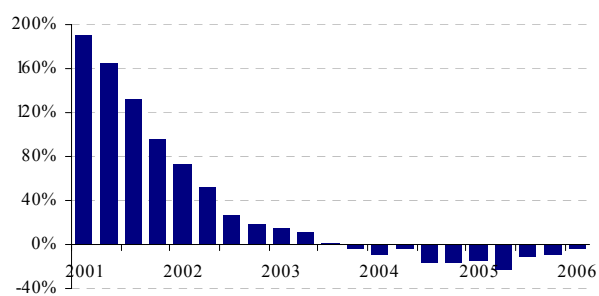


Crédits de trésorerie accordés aux particuliers

Encours
(en milliards de F CFP)

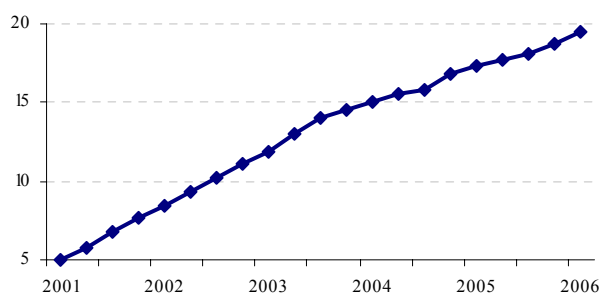


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

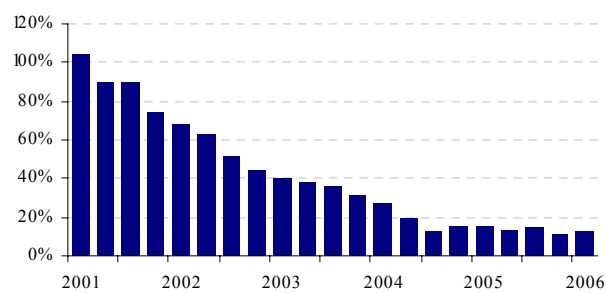


Crédits à l'habitat accordés aux particuliers

Encours
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles
(en glissement annuel)



1. L'évolution monétaire et financière

1.3 La masse monétaire et ses contreparties

1.3.1 Les composantes de la masse monétaire

Commentaires :

Au second trimestre 2006, la masse monétaire M3 s'est élevée à 328,8 milliards de F CFP, contre 301,8 milliards un an auparavant, soit +9 % en glissement annuel, grâce à la progression des dépôts à vue de 13,4 %.

En revanche, les comptes sur livret se sont inscrits en retrait de 4,1 % sur la période (75,7 milliards de F CFP contre 79).

Quant aux plans d'épargne logement, ils sont passés à 11,9 milliards de F CFP contre 10,6 en juin 2005, soit +12,3 %.

COMPOSANTES DE LA MASSE MONÉTAIRE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Montants en millions de F CFP	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005	30/06/2006
M1								
Circulation fiduciaire	10 038	10 345	11 475	11 040	12 601	2,9%	10,0%	25,5%
- Billets	8 443	8 680	9 765	9 333	10 866	2,2%	10,3%	28,7%
- Pièces	1 595	1 665	1 710	1 707	1 735	6,4%	8,4%	8,8%
Dépôts à vue	114 932	116 310	124 978	121 271	130 286	1,6%	4,3%	13,4%
- Banques	108 779	109 800	118 380	111 183	120 835	1,6%	4,1%	11,1%
- O.P.T.	6 153	6 510	6 598	10 088	9 451	2,1%	7,9%	53,6%
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
Total M1	124 971	126 655	136 453	132 311	142 887	1,7%	4,7%	14,3%
M2 - M1	79 210	78 355	78 855	77 321	75 947	- 0,8%	- 3,3%	- 4,1%
Comptes sur livret	78 956	78 104	78 605	77 068	75 694	- 0,8%	- 3,3%	- 4,1%
Comptes d'épargne-logement	254	251	250	253	253	15,6%	1,6%	- 0,5%
Total M2	204 181	205 010	215 308	209 632	218 834	0,7%	1,6%	7,2%
M3 - M2	97 576	104 159	113 656	112 627	109 980	6,6%	18,2%	12,7%
Dépôts à terme	74 382	78 851	82 580	87 422	96 855	11,7%	14,6%	30,2%
- Banques	74 382	78 851	82 580	87 422	96 855	11,7%	14,6%	30,2%
- O.P.T.	-	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
Bons	12 789	12 220	13 590	13 538	10 028	-19,6%	-11,3%	-21,6%
Certificats de dépôt	10 405	13 088	17 486	11 667	3 097	15,7%	99,1%	-70,2%
Total M3	301 756	309 169	328 964	322 259	328 814	2,6%	6,8%	9,0%
P1	10 609	11 200	11 921	12 130	11 918	22,9%	23,8%	12,3%
(Epargne contractuelle)								
Plans d'épargne-logement	10 609	11 200	11 921	12 130	11 918	22,9%	23,8%	12,3%
Compte d'épargne à long terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres cptes d'épargne à rég spéc	-	-	-	-	-	-	-	-
M3 + P1	312 366	320 369	340 885	334 389	340 732	3,2%	7,3%	9,1%

1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire

Commentaires :

L'accroissement de la masse monétaire de 9 % en rythme annuel a eu pour contrepartie la hausse conjuguée des avoirs hors zone d'émission (+12,6 % en glissement annuel) et des concours sur ressources monétaires (+7,5 %).

Les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédits locaux ont crû de 9,4 %, passant de 66,2 milliards de F CFP à fin juin 2005 à 72,5 milliards un an après.

Dans le même temps, leurs engagements hors zone d'émission ont augmenté de 21,5 % pour s'élever à 83,3 milliards de F CFP.

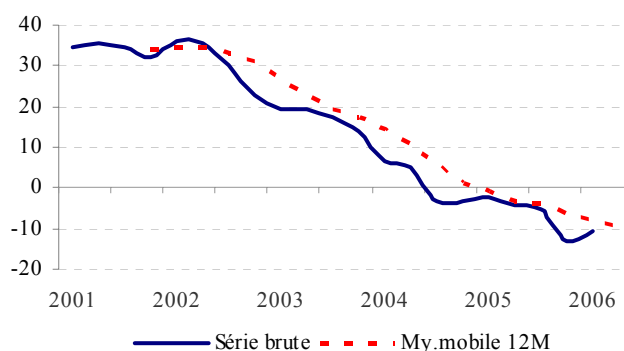
Leur position extérieure nette, résultat de la différence entre les avoirs et les engagements, est passée de -2,3 milliards de F CFP à -10,8 milliards entre juin 2005 et juin 2006.

CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE EN POLYNESIE FRANCAISE

Montants en millions de F CFP	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005	30/06/2006
Avoirs hors zone d'émission	85 224	84 582	94 194	91 298	96 003	20,1%	30,4%	12,6%
Institut d'émission	19 012	19 496	21 116	22 742	23 553	9,4%	10,3%	23,9%
Etablissements de crédit locaux (*)	66 212	65 086	73 078	68 558	72 450	23,6%	37,6%	9,4%
Créances du Trésor public	- 585	- 603	- 454	- 454	- 659	49,2%	-	12,7%
Concours sur ressources monétaires	217 118	225 190	235 224	231 415	233 469	- 2,9%	- 0,2%	7,5%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	354 349	359 625	373 786	378 192	387 040	7,4%	6,8%	9,2%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	137 231	134 435	138 562	146 777	153 571	29,1%	21,2%	11,9%
Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	26 336	24 118	21 370	26 078	25 640	2,7%	- 2,9%	- 2,6%
Provisions sur créances douteuses	11 987	12 374	12 400	13 065	13 100	11,2%	10,3%	9,3%
Engagements hors zone d'émission (*)	68 516	69 565	78 510	81 513	83 248	46,5%	38,6%	21,5%
Epargne contractuelle	10 609	11 200	11 921	12 130	11 918	26,1%	23,8%	12,3%
Divers	19 783	17 178	14 361	13 991	19 664	34,7%	- 3,4%	- 0,6%
Total M3	301 756	309 169	328 964	322 259	328 813	2,6%	6,8%	9,0%
Position extérieure nette du système bancaire local *	- 2 304	- 4 479	- 5 432	- 12 955	- 10 798	-134,0%	54,2%	368,7%

Position extérieure nette du système bancaire local

(en milliards de F CFP)



1. L'évolution monétaire et financière

1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédits locaux

1.4.1 Le financement des crédits bancaires

Commentaires :

Les dépôts collectés, diminués des encaisses, par les établissements de crédit ont représenté 78,9 % de leurs ressources avec un encours de 314,7 milliards de F CFP (+7,8 % en rythme annuel) au terme du second trimestre 2006.

Le financement sur ressources propres est intervenu à hauteur de 9,9 % pour un montant de 39,3 milliards de F CFP (+2,5 %). Le recours au réescompte n'a guère évolué en un an (7,7 milliards de F CFP) et sa part est restée marginale (1,9 %).

Les ressources des banques locales sont dédiées essentiellement à leur activité de crédit, à hauteur de 97 % pour 387 milliards de F CFP.

Les réserves obligatoires constituées auprès de l'IEOM représentent 3 % du total des emplois des banques.

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 JUIN 2005

en millions de F CFP

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	354 349	97,98%	Dépôts collectés - encaisses	291 933	80,72%
Réserves obligatoires	7 311	2,02%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	38 323	10,60%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	21 408	5,92%
			Réescompte	7 694	2,13%
			Position extérieure nette des EC	2 304	0,64%
Total emplois	361 662	100%	Total ressources	361 662	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 DECEMBRE 2005

en millions de F CFP

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	373 785	95,97%	Dépôts collectés - encaisses	323 859	83,15%
Réserves obligatoires	10 699	2,75%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	31 728	8,15%
Réserves libres	5 000	1,28%	Excédent des op. diverses des EC	21 930	5,63%
			Réescompte	6 535	1,68%
			Position extérieure nette des EC	5 432	1,39%
Total emplois	389 484	100%	Total ressources	389 484	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 JUIN 2006

en millions de F CFP

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	387 040	97,03%	Dépôts collectés - encaisses	314 660	78,88%
Réserves obligatoires	11 861	2,97%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	39 283	9,85%
Réserves libres	5	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	26 472	6,64%
			Réescompte	7 693	1,93%
			Position extérieure nette des EC	10 798	2,71%
Total emplois	398 906	100%	Total ressources	398 906	100%

1. L'évolution monétaire et financière

1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée

Commentaires :

Les opérations interbancaires

Les ressources interbancaires des établissements de crédit locaux se sont inscrites en accroissement de 18,2 % en rythme annuel pour atteindre 106,4 milliards de F CFP en juin 2006 (90,3 milliards en juin 2005). Celles-ci sont constituées majoritairement de ressources à court terme puisque l'encours des dépôts d'une durée inférieure à un an en a représenté 94,3 % (100,3 milliards de F CFP).

Les emplois sont également concentrés à court terme : sur un total de 93,9 milliards de F CFP en juin 2006 (+20 % par rapport à juin 2005), les opérations d'une durée inférieure à un an ont compté pour 98,2 % du total (92,2 milliards de F CFP)

Le solde des opérations interbancaires s'est ainsi établi à +12,5 milliards de F CFP contre +11,8 milliards au 30 juin 2005.

Les opérations avec la clientèle

Les ressources des établissements de crédit sont essentiellement à court terme (97,7 % de leur encours sont constitués de ressources inférieures à un an), au même titre que leurs emplois (82,5 % du total).

Les opérations avec la clientèle sont structurellement déficitaires en termes de solde emploi-ressources. En effet, les ressources clientèle se sont élevées à 331,2 milliards de F CFP à fin juin 2006 (+10 % en glissement annuel), contre 378,7 milliards de F CFP pour les emplois (+10,6 %). Le déficit s'est creusé de 14,7 % pour atteindre 47,6 milliards de F CFP au second trimestre 2006 (41,5 milliards un an plus tôt).

1. L'évolution monétaire et financière

EQUILIBRE EMPLOIS-RESSOURCES EN FONCTION DE LA DUREE

En millions de F CFP

30/06/2006	Total général	Sans terme	JJ	< 1 mois	< 3 mois	< 6 mois	< 12 mois	< 5 ans	> 5 ans
OPERATIONS INTERBANCAIRES									
EMPLOIS									
Caisse	4 816	4 816							
Banques centrales et OPT	11 866		11 866						
Comptes ordinaires débiteurs	13 119		13 119						
Comptes et prêts à terme dont réseau	63 270		51 754	8 308	966	521	487	1 234	
Val. reçues en pension à terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts à la clientèle financière	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VNI, créances douteuses et créances rattachées	870	870	0	0	0	0	0	0	0
Total emplois	93 941	5 686	76 739	8 308	966	521	487	1 234	0
RESSOURCES									
Banques centrales et OPT	19	0	19						
Comptes ordinaires créditeurs	20 299	0	20 299						
Comptes et emprunts à terme dont réseau	77 758	0	70 237	1 015	164	244	488	4 293	1 317
Val. données en pension à terme	7 693	0	7 693	0	0	0	0	0	0
Emprunts auprès de la clientèle financière	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres sommes dues, dettes rattachées	656	656	0	0	0	0	0	0	0
Total ressources	106 425	656	98 248	1 015	164	244	488	4 293	1 317
RESSOURCES - EMPLOIS	12 484	-5 030	21 509	-7 293	-802	-277	1	3 059	1 317
Cumul		-5 030	16 479	9 186	8 384	8 107	8 108	11 167	12 484
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE									
EMPLOIS									
Comptes ordinaires débiteurs	39 701	0	39 701	0	0	0	0	0	0
Valeurs reçues en pension	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédits à la clientèle	322 090	0	232 987	16 785	2 986	3 234	10 292	36 818	18 988
VNI, créances douteuses et créances rattachées	10 635	10 635	0	0	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés à terme	1 346	0	1 346	0	0	0	0	0	0
Crédit-bail et opérations assimilées	4 973	4 973	0	0	0	0	0	0	0
Titres de placement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total emplois	378 745	15 608	274 034	16 785	2 986	3 234	10 292	36 818	18 988
RESSOURCES									
Comptes ordinaires créditeurs	130 286	852	129 434	0	0	0	0	0	0
Valeurs données en pension	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes sur livrets et divers	87 865	0	85 049	853	204	214	1 052	350	143
Comptes créditeurs à termes	96 855	0	73 821	9 488	4 790	2 834	3 750	2 172	0
Bons de caisse et bons d'épargne	10 029	0	8 543	196	700	290	238	62	0
Titres de créances négociables	3 097	0	1 754	1 343	0	0	0	0	0
Autres sommes dues, dettes rattachées	3 037	3 037	0	0	0	0	0	0	0
Total ressources	331 169	3 889	298 601	11 880	5 694	3 338	5 040	2 584	143
RESSOURCES - EMPLOIS	-47 576	-11 719	24 567	-4 905	2 708	104	-5 252	-34 234	-18 845
Cumul		-11 719	12 848	7 943	10 651	10 755	5 503	-28 731	-47 576
Excédent cap.perm.sur Val. Imm.	25 640	0	0	0	0	0	0	0	0

2. Rappel des taux

2.1 Taux administrés

2.1.1 Taux d'intérêt légal

Aux termes de la loi n° 75-619 du 11 juillet 1975 modifiée par la loi du 23 juillet 1989, le taux de l'intérêt légal est fixé pour la durée de l'année civile. Il est égal à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à treize semaines. Il s'agit d'un taux applicable à toute indemnisation pour un retard dans l'exécution d'une obligation contractuelle ou légale.

2001	2002	2003	2004	2005	2006
4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %	2,11 %

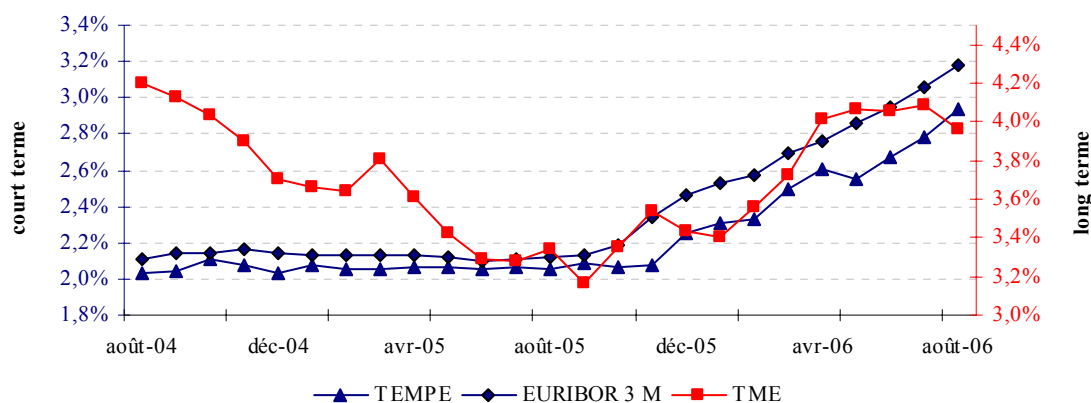
2.1.2 Taux d'intervention de l'IEOM

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	09/08/2006	2,00%	5,00% 6,25 % à 6,70 % (Taux SGFGAS depuis le 01/07/2006)
taux de réescompte des crédits aux entreprises	06/06/2006	2,00%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	
taux de la facilité de prêt marginal	09/08/2006	4,00%	
taux de l'escompte de chèques	09/08/2006	4,00%	

2.2 Taux du marché

2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire

	avr-06	mai-06	juin-06	juil-06	août-06
TEMPE (Taux moyen pondéré en euros)	2,6303%	2,5723%	2,6943%	2,8165%	2,9668%
EURIBOR 3 mois (Taux interbancaire offert en euro)	2,7920%	2,8880%	2,9810%	3,1010%	3,2270%
TME (Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme)	4,01%	4,07%	4,06%	4,09%	3,96%



2.2.2 Taux de base bancaire de la Polynésie française

Ce taux n'est défini par aucun texte légal ou réglementaire, mais son usage s'est dégagé des pratiques de la profession. En théorie, ce taux de référence est librement fixé par chaque banque sur la base du taux prévalant en Métropole. Cependant, en pratique, un alignement s'opère entre les banques locales. La dernière modification du taux de base bancaire de la Polynésie Française remonte au 1^{er} octobre 2004. Il est de 7,40% depuis cette date.

Evolution du taux de base bancaire moyen pondéré entre 1999 et 2003 (en %)

Mai-00	Sept-00	Fév-01	Déc-02	Fév-03	Juil-03	Oct-04
7,40	7,90	8,10	8,10	7,85	7,60	7,40

2.3 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;
- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

2.3.1 Crédits aux particuliers

Seuils de l'usure	3e trim. 2005	4e trim. 2005	1er trim. 2006	2e trim. 2006	3e trim. 2006
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	6,03%	5,87%	5,72%	5,80%	5,99%
- Prêts à taux variable	5,53%	5,48%	5,36%	5,48%	5,57%
- Prêts relais	5,92%	5,72%	5,63%	5,68%	5,81%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	19,87%	19,76%	19,67%	20,21%	20,36%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	16,77%	17,44%	17,37%	17,81%	18,20%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	8,29%	8,33%	7,89%	8,40%	8,48%

2. Rappel des taux

2.3.2 Crédits aux personnes morales et aux personnes physiques

<i>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	<i>1er trim. 2006</i>	<i>2è trim. 2006</i>	<i>3è trim. 2006</i>
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,95%	9,76%	10,25%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,49%	5,55%	5,67%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	5,91%	5,99%	6,31%
Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	12,35%	13,33%	13,97%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	7,81%	8,44%	8,51%

<i>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	<i>1er trim. 2006</i>	<i>2è trim. 2006</i>	<i>3è trim. 2006</i>
Découverts en compte	12,35%	13,33%	13,97%

2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit

2.4.1 Coût du crédit aux particuliers

L'enquête sur le coût du crédit aux particuliers, réalisée par l'IEOM a porté sur les déclarations des établissements de crédit locaux pendant les mois de janvier et février 2006.

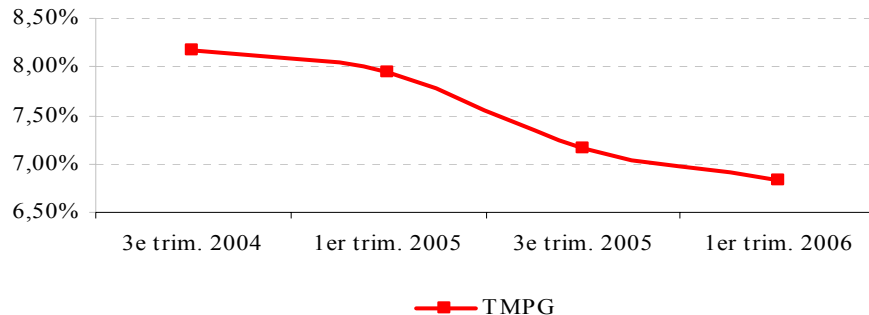
Celle-ci a permis de recenser 4.719 nouveaux crédits d'un montant global de 10,3 milliards de F CFP. Si leur nombre a peu évolué en un an (4.738 au premier trimestre 2005), leur valeur a progressé de 18% (8,7 milliards de F CFP).

Les résultats de l'enquête font ressortir une nouvelle baisse du taux moyen pondéré global des établissements de la place. Celui-ci a en effet baissé de 111 points de base en l'espace d'un an (6,84 % contre 7,95 %). Cette tendance baissière est observée sur les différentes catégories de crédits aux particuliers.

Evolution des taux moyens du crédit aux particuliers

	3e trim. 2004	1er trim. 2005	3e trim. 2005	1er trim. 2006	Variations annuelles
Prêts immobiliers	6,16%	5,73%	5,49%	5,29%	-44 pb
Prêts immobiliers relais	6,28%	6,56%	5,54%	5,33%	-123 pb
Prêts personnels < 181 920 F CFP	13,23%	14,12%	13,99%	13,78%	-34 pb
Découverts	10,70%	10,56%	9,62%	9,02%	-154 pb
Prêts personnels > 181 920 F CFP	8,55%	7,96%	7,94%	7,24%	-72 pb
TMPG	8,17%	7,95%	7,17%	6,84%	-111 pb

Evolution du taux moyen pondéré des crédits aux particuliers



2.4.2 Coût du crédit aux entreprises

L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises menée auprès des établissements de crédit locaux de janvier à février 2006 a recensé 764 déclarations de nouveaux prêts d'un montant total de 7,8 milliards de F CFP.

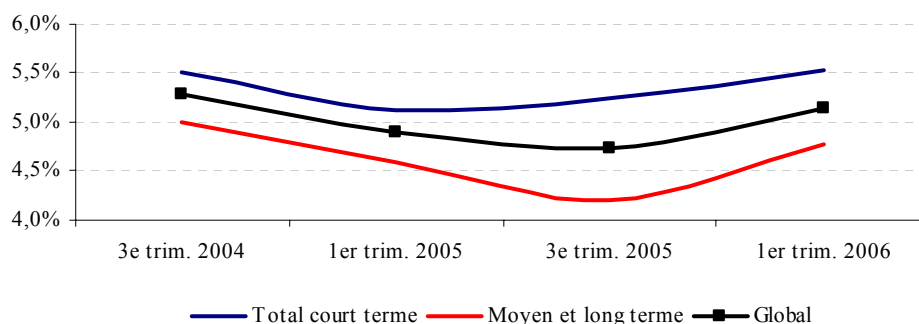
En hausse de 25 points de base par rapport à l'enquête de janvier-février 2005, le TMPG (taux moyen pondéré global) a atteint 5,15 %, contre 4,90 précédemment.

Le coût du crédit a été tiré vers le haut par les découverts (36 % des financements), dont la croissance du TMP de 100 points de base (6,01 % contre 5,01 %) n'a pas été compensée par la baisse du TMP de l'escompte de 192 points (5,31 % contre 7,23 %). A long terme, le taux moyen des concours accordés a crû de 18 points.

Evolution des taux moyens du crédit aux entreprises

	3e trim. 2004	1er trim. 2005	3e trim. 2005	1er trim. 2006	Variations annuelles
Escompte	7,70%	7,23%	5,93%	5,31%	-192 pb
Découverts	5,79%	5,01%	5,01%	6,01%	100 pb
Autres crédits à court terme	3,59%	4,39%	5,09%	4,37%	-2 pb
Total court terme	5,50%	5,12%	5,24%	5,53%	41 pb
Moyen et long terme	5,01%	4,60%	4,21%	4,78%	18 pb
Global	5,28%	4,90%	4,73%	5,15%	25 pb

Coût du crédit aux entreprises



L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

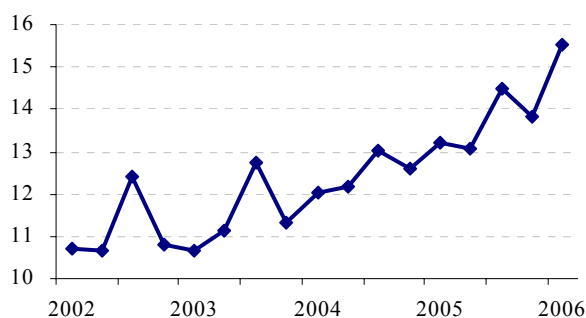
3. Autres activités de l'IEOM

3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire

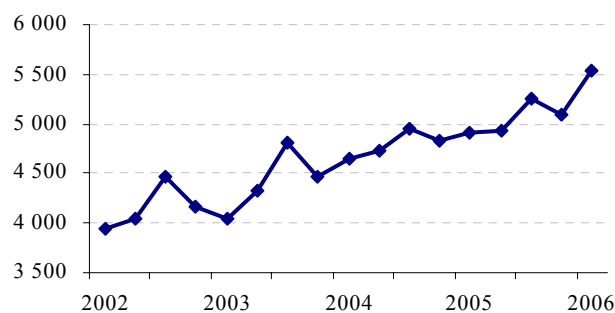
3.1.1 L'émission de billets CFP

L'émission nette de billets F CFP a connu une progression annuelle de 12,4 % en volume et de 17,6 % en valeur pour atteindre 5.526.491 billets en juin 2006 représentant un montant de 15,5 milliards de F CFP. Sur les douze derniers mois, l'ensemble des émissions s'est inscrit en nette augmentation : +25,3 % pour les 10.000 F CFP, +3,3 % pour les 5.000 F CFP, +12 % pour les 1.000 F CFP et +9,3 % pour les 500 F CFP.

Emissions nettes de billets en valeur
(en milliards de F CFP)

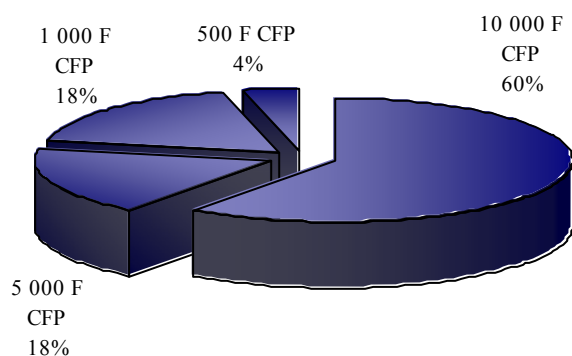


Emissions nettes de billets en volume
(en milliers d'unités)

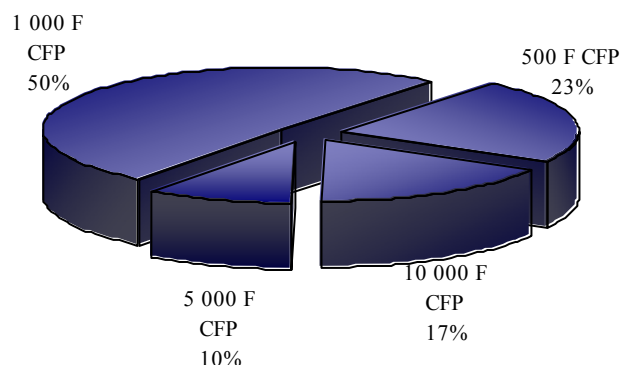


Répartition de l'émission nette cumulée de billets CFP au 30 juin 2006

Répartition en valeur



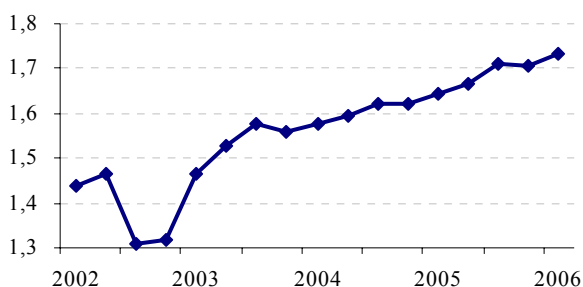
Répartition en volume



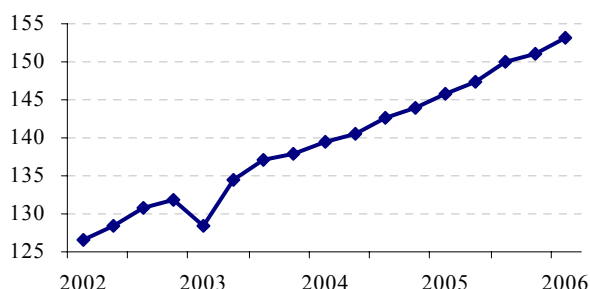
3.1.2 L'émission de pièces CFP

L'émission nette de pièces a augmenté de 5,1 % en rythme annuel, représentant un total de 153,3 millions d'unités. En valeur, elle s'est inscrite en hausse de 5,4 % à 1,7 milliard de F CFP. L'évolution annuelle par pièce est la suivante : +5,7% pour les 100 F CFP, +5,8 % pour les 50 F CFP, +4,8 % pour les 20 F CFP, +4,8 % pour les 10 F CFP, +5,2 % pour les 5 F CFP, +4,6 % pour les 2 F CFP et +5,7 % pour les 1 F CFP.

Emissions nettes de pièces en valeur
(en milliards de F CFP)

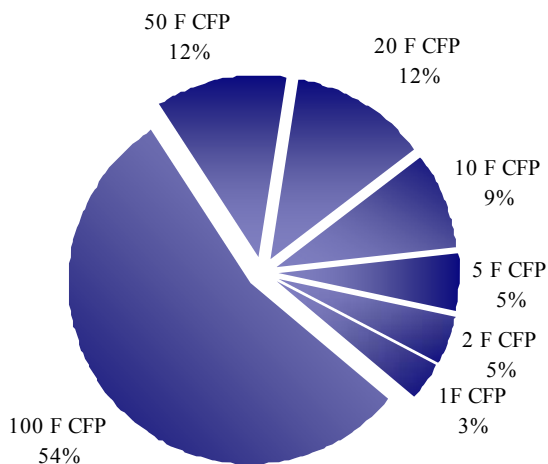


Emissions nettes de pièces en volume
(en millions d'unités)

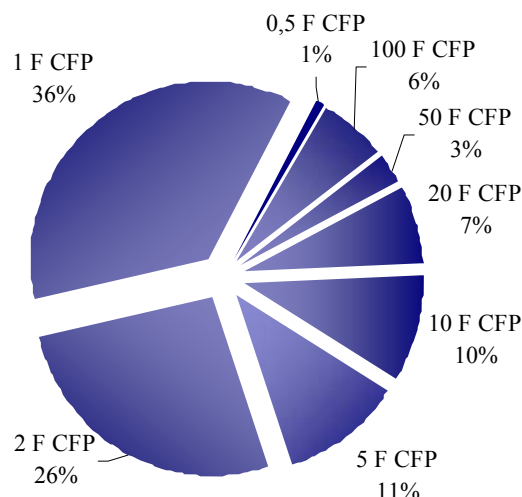


Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de pièces CFP au 30 juin 2006

Répartition en valeur



Répartition en volume

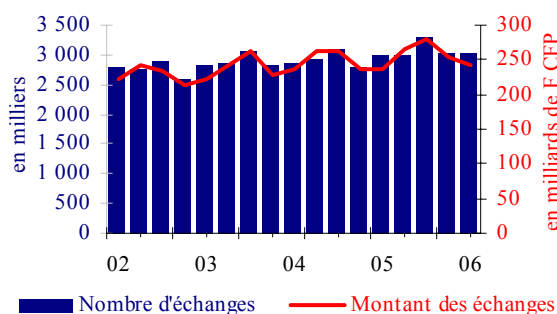


3. Autres activités de l'IEOM

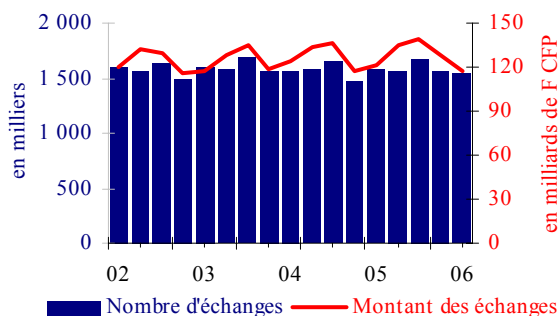
3.2 Les systèmes d'échanges

Entre le second trimestre 2005 et celui de 2006, la chambre de compensation de Papeete a connu une croissance de son activité. Le nombre d'opérations traitées a augmenté de 1,8 % et leur valeur de 2 %, s'établissant respectivement à 3 millions et 242,2 milliards de F CFP.

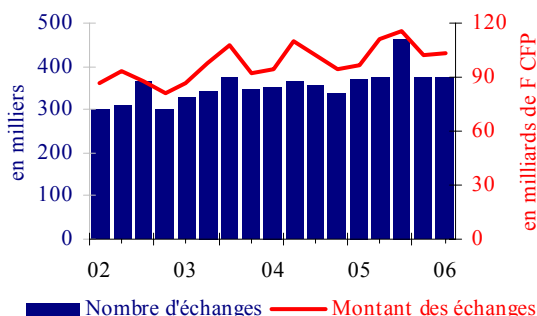
Compensation des échanges de valeurs



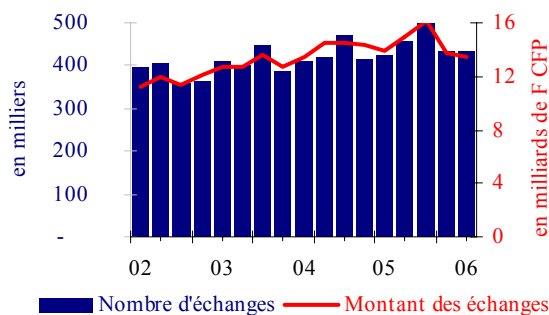
Compensation des chèques



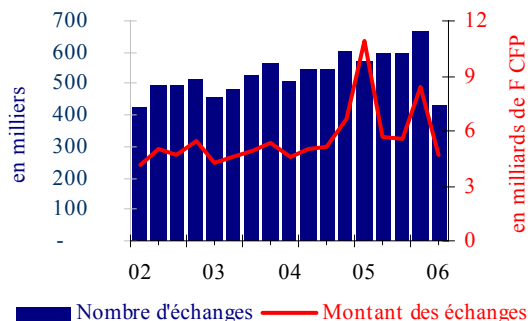
Compensation des virements



Compensation des effets, avis de prélèvement et titres interbancaires



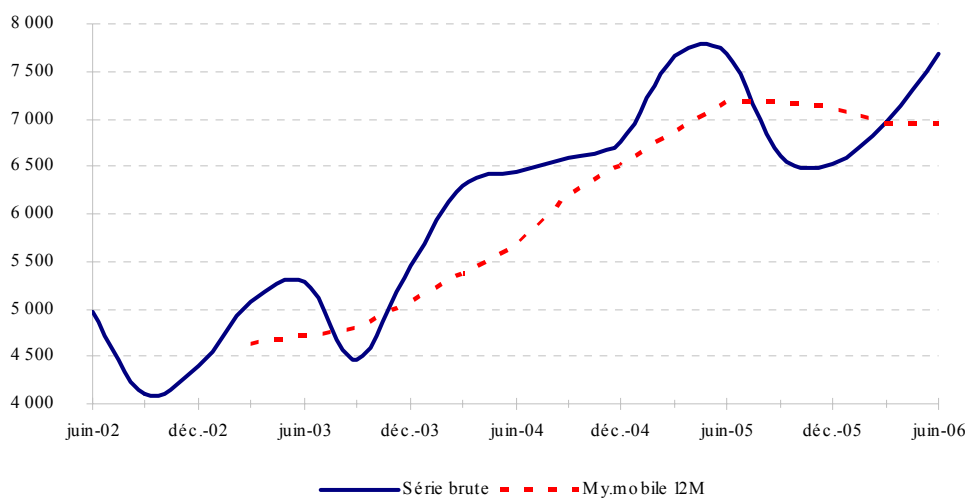
Compensation des opérations monétiques



3.3 Le refinancement

Au 30 juin 2006, le portefeuille des crédits mobilisés par les établissements de crédit locaux auprès de l'IEOM s'est élevé à 7 milliards de F CFP, soit le même niveau qu'en juin 2005. Cette stabilité globale se traduit dans le détail par une baisse de 1,6 % des engagements à moyen terme, compensée par une hausse de 3,5 % des mobilisations à court terme.

Mobilisation des crédits (en millions de F CFP)



INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
BP 583 - 98713 PAPEETE

Directeur de la publication : Patrick BESSE
Responsable de la rédaction : JP. DERANCOURT
Editeur : IEOM - Etablissement public
21 rue du Docteur CASSIAU – PAPEETE

Achevé d'imprimer en septembre 2006
Dépôt légal : septembre 2006- N° ISSN 0296-3116